

OCDE  
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

DANEMARK

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1972

# STATISTIQUES DE BASE DU DANEMARK

## LE PAYS

Superficie (en 1 000 km <sup>2</sup> )	43	Population, 1-10-1970 :	
Territoire agricole (en 1 000 km <sup>2</sup> )	30	Copenhague et sa banlieue	1 393

## LA POPULATION

Population, 1-1-1971 (1 000)	4 951	Population active totale, 1971 (1 000)	2 409
Nombre d'habitants au km <sup>2</sup>	115	dont :	
Accroissement démographique naturel net, moyenne 1967-1969 (1 000)	28	Agriculture	257
Accroissement démographique naturel net pour 1 000 habitants (moyenne 1967-1969)	5.8	Industries manufacturières	677
		Bâtiment et travaux publics	212
		Commerce	384
		Autres	879

## LA PRODUCTION

Produit intérieur brut en 1971 (millions de couronnes)	139 445	Formation brute de capital fixe en 1971 (millions de couronnes)	38 605
PIB par habitant (en dollars des États-Unis)	3 850	en pourcentage du PIB par habitant (en dollars des États-Unis)	28
			1 070

## L'ÉTAT

Consommation du secteur public en 1971 (en pourcentage du PIB)	22	Composition du Parlement (nombre de sièges) :	
Recettes ordinaires de l'État en 1971 (en pourcentage du PIB)	45	Sociaux démocrates	70
Formation brute de capital fixe du secteur public (en pourcentage du PIB)	6	Sociaux libéraux	27
		Libéraux	30
		Conservateurs	31
		Socialistes populaires	17
		Groenland et îles Féroé	4
		Total	179

Dernières élections générales : 1971

Prochaines élections générales : 1974

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en pourcentage du PIB (1971)	27	Importations de biens et services en pourcentage du PIB (1971)	28
Principales exportations de 1971 (en pourcentage des exportations totales de marchandises) :		Principales importations de 1971 (en pourcentage des importations totales de marchandises) :	
Produits agricoles	21	Matières premières	15
Viande et lait en boîte	7	Métaux de base	8
Produits industriels	65	Combustibles	12
Autres produits	7	Machines et autres matériels	15
		Matériel de transport	12
		Produits semi-finis	21
		Biens de consommation	17

## LA MONNAIE

Unité monétaire : Couronne

6.98 unités monétaires = 1 dollar des États-Unis (depuis le 20-12-1971)

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base, de caractère économique et démographique.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

# DANEMARK

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

*L'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :*

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale ;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique ;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

*Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.*

*La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Economiques et des Problèmes de Développement.*

\*

\*\*

L'examen annuel de la situation du Danemark  
par le Comité d'Examen des Situations Économiques  
et des Problèmes de Développement de l'OCDE  
a eu lieu le 22 Juin 1972

La présente étude a été mise à jour par la suite.

© Organisation de Coopération et de Développement Économiques, 1972.

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE  
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b>	<b>5</b>
<b>I L'évolution et la politique de la balance des paiements</b>	<b>5</b>
<b>II La nature et l'origine du déséquilibre extérieur</b>	<b>10</b>
La structure des investissements et de l'épargne privée	10
Le secteur public	13
La politique d'action conjoncturelle	13
Les tensions exercées sur les coûts et les prix	16
<b>III Le problème de l'ajustement extérieur</b>	<b>16</b>
La dette extérieure et le problème de l'équilibre global des paiements	16
L'ampleur du problème de l'ajustement	18
<b>IV Les perspectives et les problèmes de politique économique</b>	<b>19</b>
La politique de régulation de la demande	20
L'évolution actuelle et les perspectives à court terme	25
Les perspectives à moyen terme et leurs implications sur le plan de la politique économique	32
<b>V Conclusions</b>	<b>36</b>
<i>Annexe I Résultats relatifs obtenus à l'exportation par le Danemark 1965-1970</i>	<b>39</b>

### TABLEAUX

#### TEXTE

1 Principales caractéristiques de l'évolution depuis 1948	6
2 Avoirs et dettes extérieurs	17
3 Service de la dette publique extérieure	19
4 Finances publiques	20
5 Masse monétaire et liquidités mises à la disposition de l'économie	23
6 Origine et utilisation des ressources	28
7 Balance des paiements	29
8 Prix et salaires	30
9 Évolution et perspectives des exportations	32
10 Emploi et production	34

#### ANNEXE STATISTIQUE

A Origine et utilisation des ressources, prix courants	50
B Origine et utilisation des ressources, prix de 1955	51
C Produit intérieur brut par branche d'activité, prix courants	52
D Produit intérieur brut par branche d'activité, prix de 1955	53
E Formation brute de capital fixe	54

F	Dépenses des consommateurs en biens et services	55
G	Recettes et dépenses de l'Administration centrale	56
H	Balance des paiements et avoirs extérieurs	57
I	Marché de l'emploi et production	58
J	Commerce extérieur total et par région	60
K	Importations : valeur, volume, prix et par groupe de marchandises	61
L	Exportations : valeur, volume, prix et par groupe de marchandises	62
M	Prix et salaires	63
N	Monnaie et crédit	64

## GRAPHIQUES

1	Origine et utilisation des ressources	7
2	Évolution de la balance des paiements	9
3	Évolution de l'épargne et de l'investissement	11
4	Dépenses publiques dans quelques pays de l'OCDE	14
5	Évolution des coûts, des prix et des gains relatifs	15
6	Principaux indicateurs de politique économique	22
7	Évolution à court terme du crédit	24
8	Indicateurs conjoncturels de l'activité économique	26
9	Indicateurs de l'évolution à court terme de la demande	27
10	Résultats obtenus à l'exportation et balance commerciale	35

## INTRODUCTION

La reprise de l'activité économique qui avait connu son point culminant au début de 1970 et s'était caractérisée alors par une forte progression de la demande et des prix intérieurs, par des tensions excessives sur les ressources, et par un important déficit extérieur, s'est ralentie dans le courant de l'année. Les pressions exercées par la demande ont continué à s'atténuer en 1971, le taux d'utilisation des ressources descendant légèrement au-dessous de la moyenne de longue période. Mais la montée des prix a encore été rapide et, bien qu'il ait diminué pendant l'année, le déficit de la balance courante est resté important. Les indicateurs récents signalent une reprise d'activité dans le courant de 1972, marquée par une accélération de la demande intérieure et de la demande extérieure<sup>1</sup>. Il est probable que le déficit de la balance courante diminuera sensiblement sous l'influence de facteurs passagers (notamment, retard apporté aux importations en prévision de la réduction et de la suppression ultérieure de la surtaxe à l'importation). Toutefois le déficit tendanciel restera peut-être important, mais il pourrait fléchir encore en 1973, si le Danemark devient effectivement membre de la CEE. Cependant, l'ampleur de cette amélioration dépendra pour beaucoup de la mesure dans laquelle les autorités réussiront à maîtriser l'expansion de la demande intérieure.

Le problème que pose au Danemark la balance des paiements n'est pas nouveau. Le remplacement du déficit par un excédent constitue maintenant un des grands objectifs de la politique du gouvernement. Sa réalisation pourrait exiger d'importants changements de politique économique. Il paraît donc opportun d'examiner de plus près le problème du déséquilibre de la balance des paiements. La présente étude retrace brièvement les phases principales de l'évolution de la balance des paiements depuis vingt-cinq ans environ (chapitre I) et s'efforce d'identifier les causes et la nature des déséquilibres économiques actuels (chapitre II). Le chapitre III étudie le problème que pose l'ajustement de la balance des paiements et essaie d'évaluer l'ampleur du transfert de ressources nécessaire en faveur de celle-ci. Le chapitre IV envisage les perspectives à court et à moyen termes, ainsi que les mesures qu'il conviendrait de prendre pour rétablir l'équilibre extérieur. Le chapitre V résume les principales conclusions.

### I L'ÉVOLUTION ET LA POLITIQUE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Pendant la majeure partie des années cinquante, la balance des paiements a lourdement pesé sur l'expansion de l'activité économique. Au commencement de la décennie, les produits agricoles représentaient environ les deux-

---

1 Cette estimation suppose que le traité d'adhésion du Danemark à la CEE conclu entre le Gouvernement danois et la Commission des Communautés Européennes sera ratifié par le référendum du 2 octobre prochain.

Études économiques de l'OCDE

Tableau 1 Principaux traits de l'évolution depuis 1948

	1948-1958	1958-1965	1965-1971
<i>Pourcentages annuels moyens de variation en volume par rapport à l'année précédente</i>			
Produit intérieur brut	3.2	5.5	4.3
Revenu national réel <sup>1</sup>	3.1	6.0	4.3
Demande intérieure	2.7	6.7	4.4
<i>Indices 1955 = 100</i>			
Termes de l'échange (biens et services)	98.4	104.8	105.8
<i>Pourcentages du PIB au coût des facteurs</i>			
Épargne intérieure totale	17.7	21.1	19.3
Secteur privé	12.9	15.1	11.4
Secteur public	4.8	6.0	7.9
Investissement total <sup>2</sup>			
Aux prix courants	18.1	22.6	21.9
A prix constants	17.2	24.2	25.8
Balance des échanges de biens et services (en volume)	0.4	-3.7	-6.0
Balance des opérations courantes (en valeur)	-0.2	-1.4	-2.6
<i>Pourcentages</i>			
Chômage (en pourcentage des assurés sociaux)	6.7	3.6	3.3

1 PIB plus les incidences des variations des termes de l'échange. Ces dernières ont été calculées sous forme de différence entre les exportations (biens et services) corrigées à l'aide de l'indice des prix à l'importation et les exportations corrigées à l'aide de l'indice des prix à l'exportation.

2 Formation de stocks comprise.

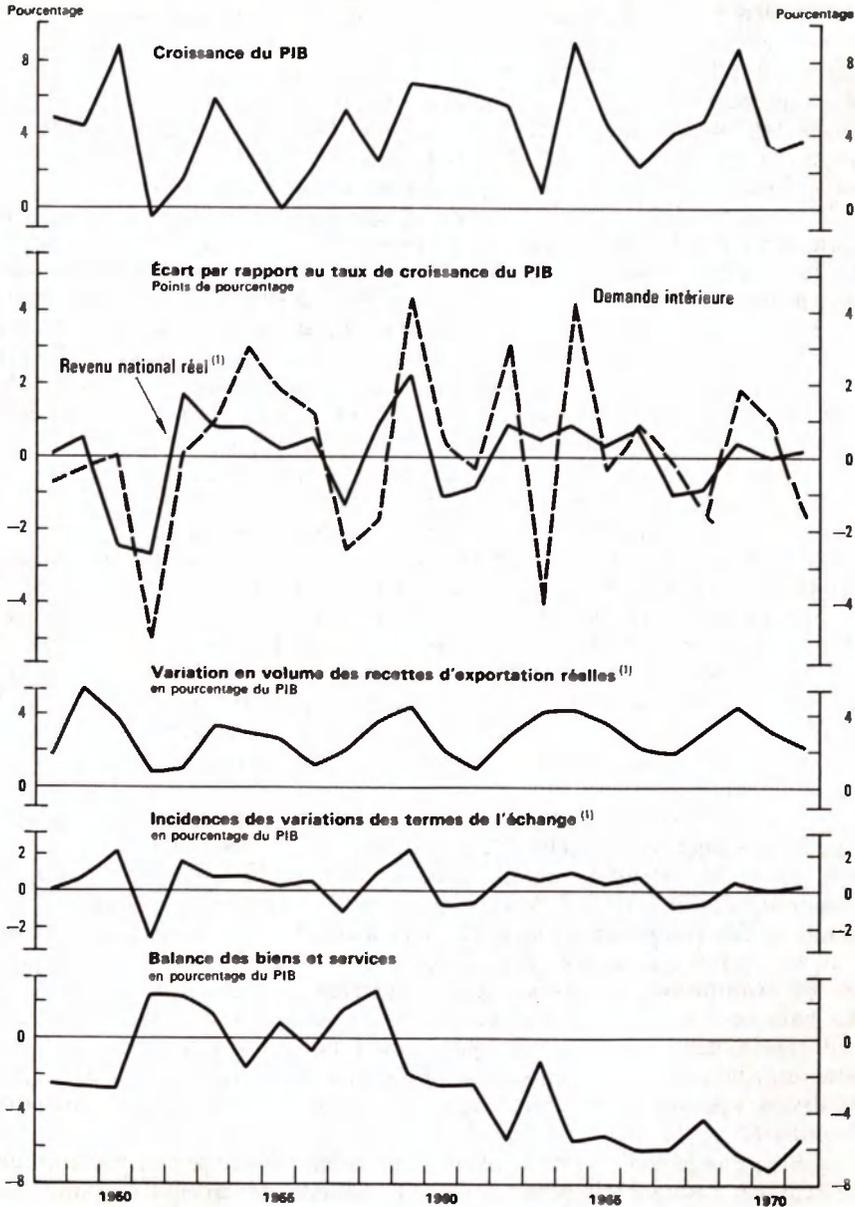
Sources : Economic Surveys of Denmark (Ministère des Affaires Économiques et Budgétaires) et Comptabilité nationale danoise.

tiers des exportations de marchandises. En raison de la progression relativement lente de la demande de denrées alimentaires et de la politique agricole protectionniste pratiquée par les pays qui constituaient les principaux débouchés des exportations danoises, celles-ci n'ont pas progressé suffisamment pour compenser l'augmentation des importations liée à une expansion d'activité parallèle à celle du potentiel de croissance. L'accroissement de la demande intérieure a été freiné par une politique budgétaire et une politique monétaire généralement restrictives. La majeure partie de la décennie s'est en conséquence caractérisée par la lenteur de l'expansion de la production et par un niveau de chômage élevé (tableau 1).

La situation s'est nettement modifiée après 1958. Les perspectives d'évolution des exportations agricoles restant peu favorables et le montant net de

Danemark

**Graphique 1 Origine et utilisation des ressources**  
 Pourcentage de variation ou pourcentage du PIB, selon le cas en volume



1 Voir la définition dans la note 1 du tableau 1.

Sources : Comptabilité nationale danoise; Economic Survey of Denmark, mars 1972 (Ministère des Affaires économiques et budgétaires); Secrétariat de l'OCDE.

la dette extérieure étant très faible, les autorités ont décidé de compléter l'épargne intérieure par des importations de capitaux, en vue d'accélérer l'expansion de l'industrie et des exportations industrielles. Elles escomptaient que le déficit de la balance courante disparaîtrait lorsque la restructuration de l'économie aurait atteint le degré souhaité. Le changement de politique fut facilité par l'accroissement des possibilités d'emprunt sur les marchés financiers internationaux et par une amélioration des termes de l'échange du Danemark : de plus, l'adhésion de celui-ci à l'AELE ouvrit de nouveaux débouchés à ses exportations et contribua à stimuler l'activité d'investissement des entreprises. Du fait de possibilités de développement intérieur très accrues eu égard à la balance des paiements, et d'une politique économique favorable aux investissements industriels, les années soixante ont connu une expansion de l'activité beaucoup plus rapide, un chômage plus faible et des transformations structurelles considérables. Entre 1958 et 1965<sup>1</sup>, le PIB a progressé en volume de près de 6 % par an et le rythme d'expansion des investissements fixes bruts a fortement augmenté (leur proportion est passée de 17 à 22 % du PIB), notamment dans l'industrie. Bien qu'elle ait été nettement plus rapide qu'auparavant, la progression de la consommation privée est restée relativement modérée, la part de celle-ci dans le PNB fléchissant de 67.4 % à 62.4 %.

En 1965, le volant de ressources inemployées était pratiquement résorbé et l'accroissement naturel de la population active devenait plus lent. On pouvait donc raisonnablement s'attendre à un ralentissement de l'expansion de la production pour la seconde moitié des années soixante. Une étude des tendances relatives à la période 1966-1969 publiées au printemps de 1966 par le Ministère des Affaires économiques<sup>2</sup> envisageait une progression annuelle moyenne du PIB de 4 % environ pour la période 1964-1969. Cet exercice avait pour objet de montrer à quelles conditions il était possible de faire disparaître le déficit de la balance courante pendant la période couverte par les prévisions; en supposant que les termes de l'échange ne se modifient pas, on estimait qu'il fallait pour cela limiter à 3.4 % le rythme annuel d'expansion de la demande intérieure.

Or, contrairement aux prévisions, la balance extérieure courante a continué de se solder par un déficit de l'ordre de 2 % du PIB, qui a même pendant quelque temps atteint le niveau record de 4 %, en 1970. La persistance d'un important déficit à l'égard de l'étranger peut être imputée, jusqu'à un certain point, à des circonstances extérieures défavorables. Les termes de l'échange ont eu tendance à se dégrader au cours des dernières années (graphique 1) et les exportations agricoles ont pratiquement marqué le pas depuis 1965. La balance des paiements a donc continué à subir l'influence d'une structure industrielle défavorable, encore que, comme on le verra plus loin, ce facteur joue un rôle nettement moins important qu'autrefois. Il semble toutefois, que le déficit soit imputable dans une large mesure à l'évolution de l'économie intérieure.

Bien que la position de la balance des paiements ne se soit pas améliorée comme on l'escomptait généralement, la période des années soixante a été

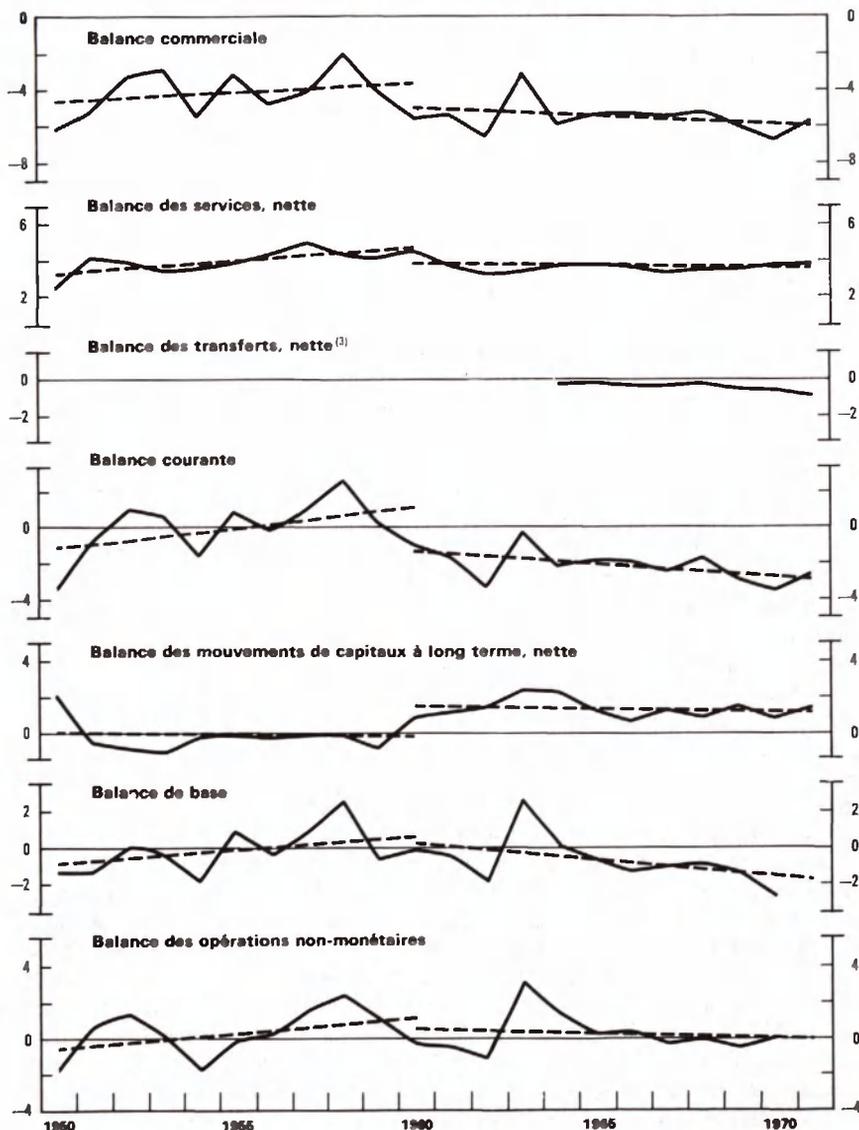
---

1 Cette période comprend une année de récession (1963), suivie cependant d'une remontée rapide (1964) au niveau de la pleine utilisation des capacités.

2 *Economic Survey of Denmark*, mars 1966.

Danemark

Graphique 2 Évolution de la balance des paiements  
Pourcentages du PIB<sup>1</sup>  
--- lignes tendancielle<sup>2</sup>



1 Réparations et entretien non compris.

2 La tendance a été calculée séparément sur deux périodes, à savoir 1950-1960 et 1960-1970.

3 Avant 1964, les transferts étaient compris dans la balance des services.

Sources : Statistiques rétrospectives (Tiars oversigt du Service Central des Statistiques) et Economic Surveys of Denmark (Ministère des Affaires économiques et budgétaires).

favorable à plusieurs égards. L'expansion a été beaucoup plus rapide qu'auparavant et le niveau de plein emploi a été atteint durant la majeure partie de la décennie. La production et les exportations industrielles ont progressé vivement et la proportion des produits agricoles dans les exportations globales est tombée au-dessous de 30 %. Étant donné les changements qui, depuis une vingtaine d'années, ont abouti à l'industrialisation de son économie, le Danemark se trouve maintenant doté d'une structure d'activités certainement bien mieux adaptée à la situation des marchés mondiaux, et le problème que pose sa balance des paiements est foncièrement différent de ce qu'il était durant les années cinquante et le début des années soixante.

## II LA NATURE ET L'ORIGINE DU DÉSÉQUILIBRE EXTÉRIEUR

### *La structure de l'investissement et de l'épargne privée*

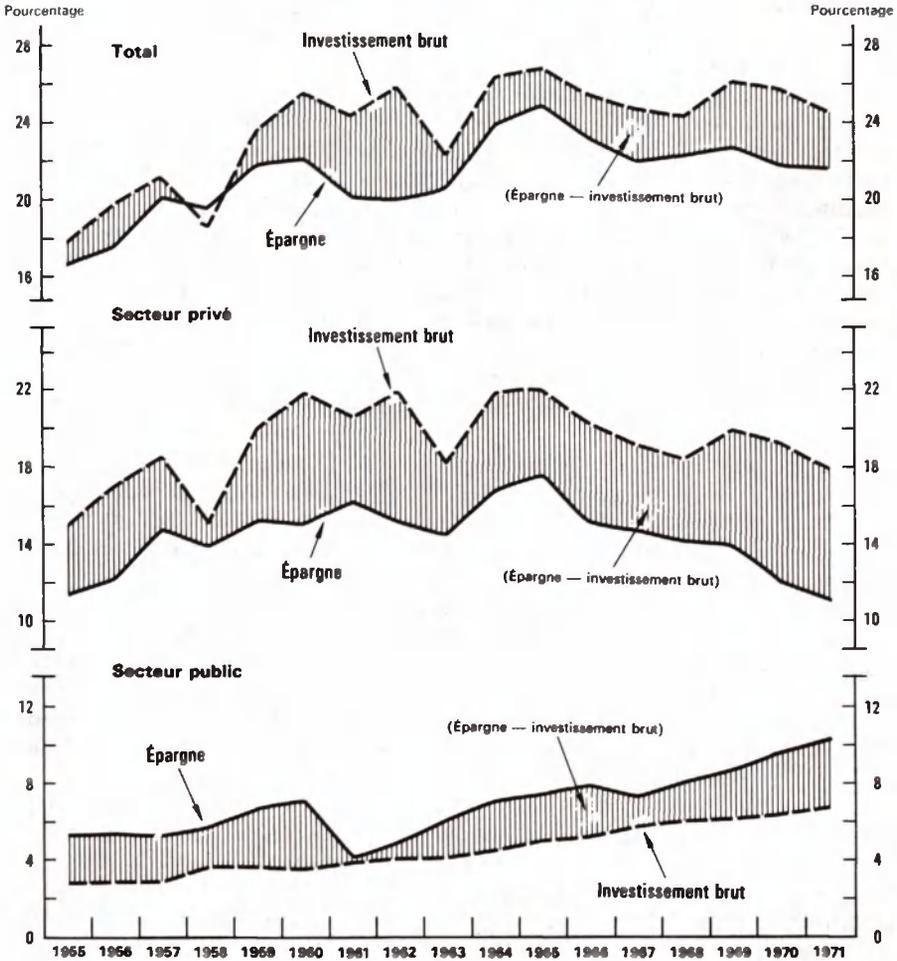
Le taux d'investissement que connaît actuellement l'économie danoise ne saurait être considéré comme particulièrement élevé puisqu'il apparaît tout juste suffisant pour maintenir le rythme de croissance de la production par habitant à peu près parallèle à celui de la plupart des autres pays d'Europe. On peut donc considérer, du point de vue macro-économique, que la persistance du problème que pose la balance des paiements du Danemark est imputable au fait que l'épargne intérieure est insuffisante pour assurer le niveau d'investissement souhaitable. Pendant la période comprise entre 1958 et 1965, durant laquelle le taux d'investissement avait progressé, l'épargne a nettement eu tendance à prendre du retard. Pendant la seconde moitié des années soixante, le taux d'investissement a tendu à se stabiliser aux environs d'un niveau sensiblement inférieur à celui de la plupart des autres pays économiquement avancés de l'OCDE. Toutefois, l'épargne n'a pas comblé son retard sur l'investissement : après une poussée cyclique entre 1963 et 1965, le taux d'épargne est en fait redescendu à peu près au niveau de 1960.

Les statistiques financières, notamment celles des ménages et des entreprises étant incomplètes, il n'est pas facile de déterminer les raisons de la faiblesse de l'épargne intérieure et il est impossible de préciser les variations des position créditrice et débitrice des principaux secteurs qui participent à l'activité d'investissement ou qui reçoivent des revenus. Du fait que l'excédent financier du secteur public est passé de 2 % environ en 1964-1965 à plus de 4 % en 1971, le déficit persistant de la balance extérieure courante s'est reflété sous forme d'une dégradation de la balance financière du secteur privé (graphique 3). Après avoir atteint un maximum égal à 16 % du PIB en 1965, le taux de l'épargne privée est descendu à 11 % environ en 1971. L'investissement brut (formation de stocks comprise) du secteur privé s'établissant à 18 % du PIB, le déficit financier s'est ainsi creusé jusqu'à atteindre 7 % du PIB, alors qu'au taux de 4.5 %, il était relativement faible en 1964-1965.

Les indicateurs disponibles donnent à penser que la diminution relative de l'épargne privée par rapport au PIB est en grande partie imputable au plafonnement et même parfois à l'amenuisement en valeur absolue de l'épargne des ménages et des entrepreneurs individuels.

Danemark

Graphique 3 Évolution de l'épargne et de l'investissement  
En pourcentage du PIB<sup>1</sup> au coût des facteurs



1 Réparations et entretien non compris.

NOTE Les chiffres pour 1955-1963 ont été estimés par le Secrétariat de l'OCDE.

Sources : Economic Surveys of Denmark (Ministère des Affaires économiques et budgétaires) et Comptabilité nationale danoise.

- (i) Des études effectuées en 1963<sup>1</sup> ont montré que les agriculteurs, les autres travailleurs indépendants et les entrepreneurs individuels contribuaient à la formation du volume global de « l'épargne personnelle » dans une proportion atteignant les quatre cinquièmes.

1 « Savings in Denmark during the Fifties », Economic Survey of Denmark 1963 (Ministère des Affaires économiques).

L'accroissement de la part des revenus salariaux dans l'ensemble des revenus a donc probablement eu tendance à faire baisser le taux moyen d'épargne.

- (ii) Pour les travailleurs salariés et appointés, le taux d'épargne par rapport aux revenus disponibles a augmenté entre les années cinquante et les premières années soixante, mais s'est stabilisé aux alentours de 8 % entre 1963 et 1966 et semble être redescendu à des niveaux plus faibles les années suivantes, notamment en 1970<sup>1</sup>.

Le problème de la contraction de l'épargne des ménages a fait l'objet d'une attention particulière dans un rapport de l'OCDE publié en 1970. Selon ce document<sup>2</sup>, « le problème de l'épargne des ménages, au Danemark, est lié dans une large mesure, d'une part, au financement du logement et, d'autre part, à certaines caractéristiques du système financier qui s'analysent comme une incitation à emprunter. Au Danemark, en effet, les ménages sont tentés en permanence de pratiquer l'emprunt (c'est-à-dire la désépargne) pour plusieurs raisons. Tout d'abord, en vertu d'une règle générale d'imposition, les intérêts sont déductibles du revenu imposable, comme en Norvège; cette règle équivaut à une subvention progressive (c'est-à-dire proportionnelle au revenu) à l'emprunt; en deuxième lieu, la période d'amortissement de la majorité des obligations hypothécaires est très longue. » Il apparaît donc que le système financier danois a par trop facilité l'accès au crédit à très long terme pour le financement du logement, d'où un taux d'amortissement très faible, ce qui n'a certes pas encouragé l'épargne des ménages.

En même temps que le taux d'épargne plafonnait ou diminuait, les aides directes et indirectes à la construction de logements ont augmenté. De plus, l'importance des gains en capital et le caractère relativement libéral des règles de calcul du revenu « imputé » dans le cas des logements occupés par leurs propriétaires ont fortement encouragé la construction de maisons individuelles. En outre, la politique du logement en vigueur au Danemark contient des dispositions prévoyant une garantie de coût pour le financement de la construction de logements sociaux ainsi que le versement direct d'une allocation logement calculée en fonction des ressources de l'occupant. Malgré la réduction de la durée moyenne des prêts hypothécaires opérée dans le cadre de la loi de 1970 sur les prêts hypothécaires, la durée des crédits de cette catégorie reste relativement longue au Danemark si l'on se réfère à la situation dans les autres pays, et le fait que la plupart des emprunts hypothécaires retiennent la formule des annuités signifie que l'épargne produite au début de la période de remboursement est faible. Comme les versements d'intérêts peuvent être déduits du revenu imposable, le niveau élevé des taux d'intérêt du marché n'a guère influencé la demande de fonds destinés au secteur du logement sur le marché des obligations hypothécaires qui est très développé<sup>3</sup>. Les divers

---

1 Economic Survey of Denmark, mars 1972 (Ministère des Affaires économiques et budgétaires).

2 « *Le marché financier, les mouvements internationaux de capitaux, les restrictions sur les opérations en capital au Danemark* », OCDE, 1970, pp. 41 et 42.

3 Le taux marginal d'impôt direct applicable aux tranches moyennes et supérieures de revenu étant de 50 % environ, un intérêt nominal de 12 % se trouve réduit de moitié par sa déductibilité du revenu. En outre, du fait que le rythme annuel de la hausse des prix a été de l'ordre de 8 à 10 % ces dernières années, le coût réel des emprunts est devenu nul, voire négatif.

facteurs qui agissent ainsi sur la construction de logements et sur l'épargne personnelle ont fortement contribué à l'expansion rapide des émissions d'obligations ces dernières années, et la hausse des taux d'intérêt du marché qui a suivi a eu pour effet d'alourdir les coûts supportés par d'autres secteurs tributaires du marché financier. La redistribution des ressources matérielles et financières a provoqué de fortes tensions sur les salaires et joué un rôle important dans l'évolution inflationniste de l'économie.

### *Le secteur public*

Bien que l'épargne publique ait augmenté par rapport au PIB au cours de la dernière décennie, l'expansion rapide du secteur public a contribué à déséquilibrer l'économie. Tout d'abord, la progression rapide des dépenses publiques pour achat de biens et de services a joué un rôle important dans l'expansion et limité les ressources disponibles pour les investissements productifs et les exportations. En 1955-1957, ces dépenses n'atteignaient pas 16% du PIB, soit un pourcentage plus faible que dans bon nombre d'autres pays Membres industrialisés. En 1967-1969, la proportion s'élevait presque à 23 %; elle a encore augmenté depuis lors et dépasse sans doute maintenant celle de la plupart des autres pays Membres, hormis les États-Unis et la Suède<sup>1</sup>. En deuxième lieu, la forte augmentation des impôts, notamment en 1970, peut très bien avoir contribué à faire baisser le taux d'épargne du secteur privé; s'il en est ainsi, l'accroissement de la fiscalité n'a pas créé dans l'économie suffisamment de possibilités d'expansion des dépenses publiques. De plus, la forte augmentation de la charge des impôts directs peut aussi avoir contribué à accélérer le processus d'inflation, en accentuant les demandes de relèvement des revenus nominaux.

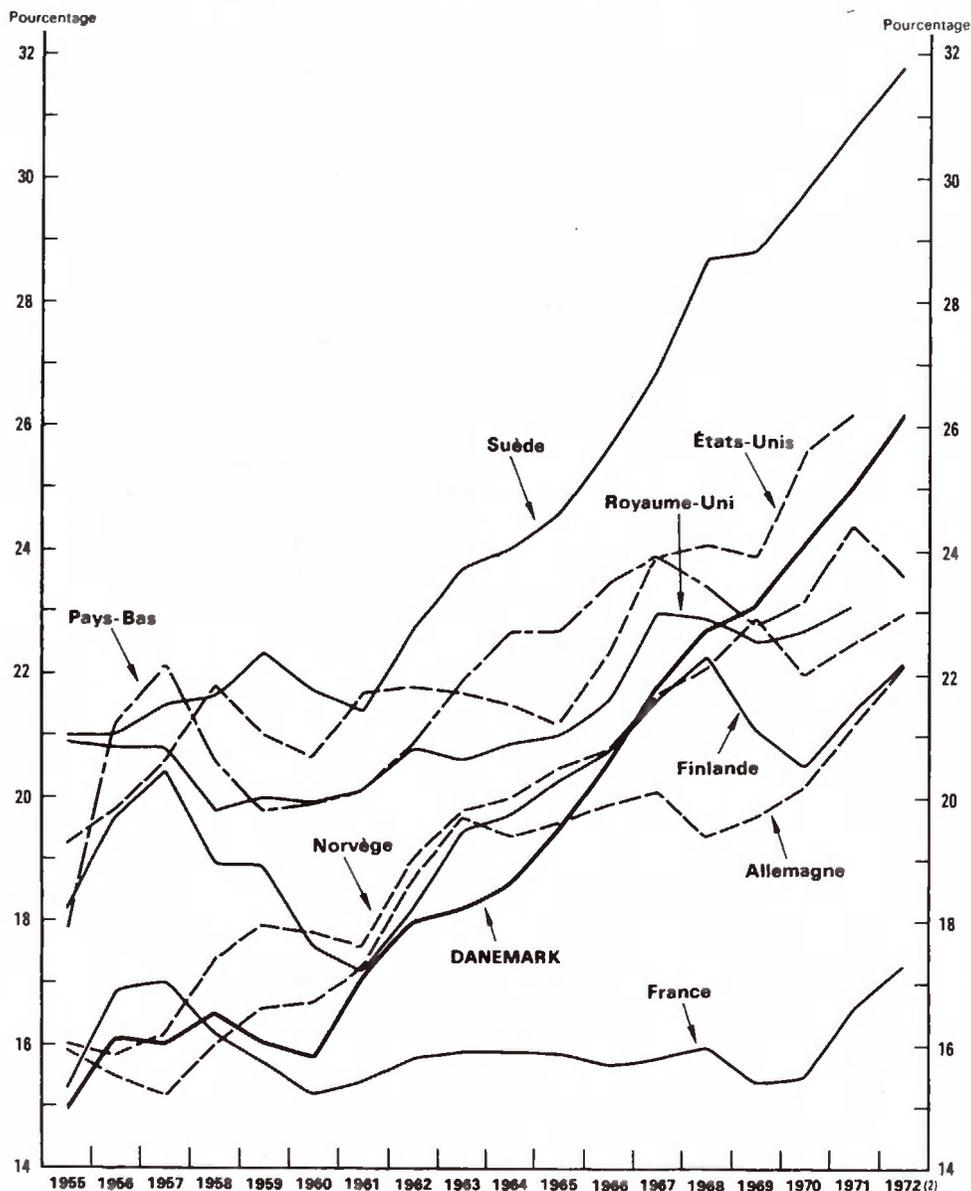
### *La politique d'action conjoncturelle*

Si la balance courante ne s'est pas améliorée, c'est aussi dans une certaine mesure à cause des difficultés rencontrées dans la politique de régulation de la demande à court terme. Ce fut le cas en 1961-1962, en 1964-1965, et surtout pendant la période d'expansion de 1968-1969. Compte tenu de la progression rapide de la demande extérieure à la fin des années soixante, de l'amélioration de la compétitivité de l'industrie danoise qu'a entraînée la dévaluation de la couronne en novembre 1967, et de l'existence d'une certaine marge de ressources inemployées dans l'économie au moment où s'est amorcée la reprise des échanges mondiaux, les perspectives étaient favorables à une amélioration profonde de la balance des paiements. Or, après une légère diminution du déficit de la balance courante en 1968, l'expansion de la demande intérieure s'est fortement accélérée au point d'atteindre en 1969 le rythme de 9 ½ % en volume, ce qui a provoqué une dégradation de la balance courante ne représentant pas moins de 2.8 % du PIB. Cette évolution s'explique en partie par les incidences secondaires défavorables des profonds remaniements apportés au système fiscal et des autres réformes de structure, qui ont entraîné pendant

---

1 On trouvera des renseignements complémentaires dans l'étude intitulée « *L'évolution de la dépense dans les pays de l'OCDE, 1960-1980* », qui sera publiée par l'OCDE à la fin de 1972.

Graphique 4 Dépenses publiques dans quelques pays de l'OCDE, 1955-1972  
En pourcentage du PIB<sup>1</sup> aux prix courants (Biens et Services)



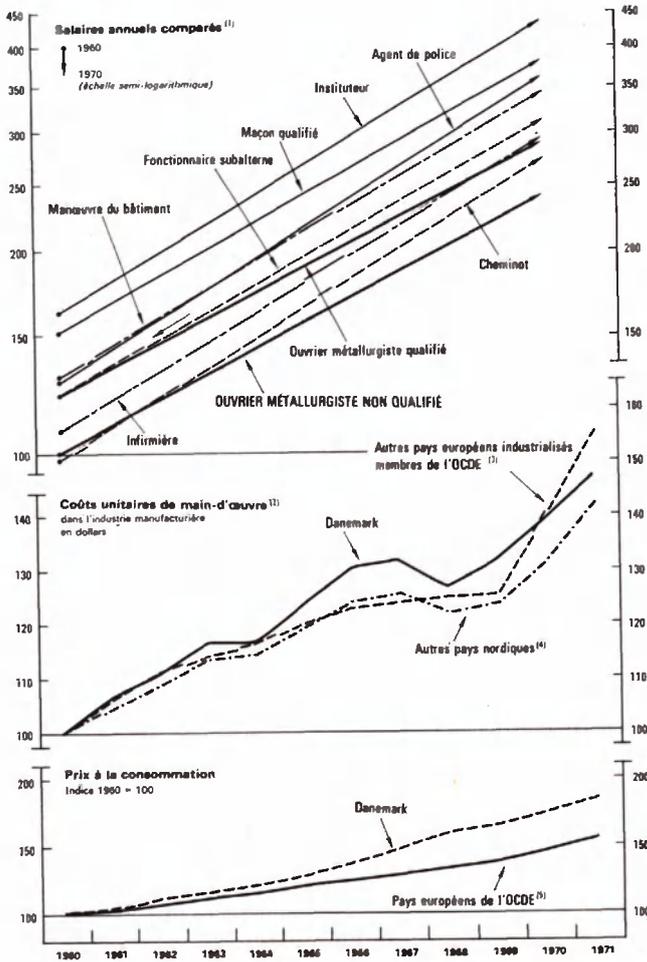
1 Pour le Danemark, la France, la Norvège et la Suède, on a utilisé le PIB, pour les autres pays on a utilisé le PNB.

2 Prévisions provisoires.

Sources : Comptes nationaux des pays de l'OCDE et Secrétariat de l'OCDE.

## Danemark

**Graphique 5 Évolution des coûts, des prix et des gains relatifs**



1 Revenu du travailleur non qualifié en 1960 = 100.

2 Pour les deux groupes de pays, les chiffres ont été respectivement pondérés selon leur poids dans la production industrielle dans l'indice de l'OCDE. Par coût unitaire de main-d'œuvre, on entend le coût total, par unité de production, des traitements, salaires et dépenses connexes à la charge de l'employeur dans l'industrie manufacturière. Pour permettre les comparaisons internationales, les données nationales ont été converties en dollars aux taux de change en vigueur. Du fait des problèmes considérables que prend la comparabilité et l'exactitude des indicateurs, il ne faut voir dans ces estimations qu'une mesure assez approximative des tendances.

3 Allemagne, Autriche, Belgique, France, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni.

4 Finlande, Norvège et Suède.

5 Les données ont été pondérées en fonction de la part de la consommation privée des divers pays dans la consommation totale de la zone européenne de l'OCDE, exprimée en dollars aux taux de change en vigueur.

Sources: Statistiske Efterretninger; Danish Economy in the Spring of 1972 (Conseil Économique); Secrétariat de l'OCDE.

quelque temps une certaine rigidité de la politique de régulation de la demande<sup>1</sup>. Mais on peut aussi la considérer en partie comme la manifestation d'une tendance de la demande intérieure à progresser à un rythme excessif pendant les phases d'accélération de la conjoncture, du fait de mesures de freinage trop faibles ou trop longtemps différées.

*Les tensions exercées sur les coûts et les prix*

Le dynamisme persistant de la demande de logements neufs et de services collectifs constitue un facteur important d'inflation. Une étude récente de l'évolution des gains entre 1960 et 1970<sup>2</sup> fait apparaître une augmentation moyenne du revenu annuel qui est de 138 % pour l'ouvrier qualifié des industries mécaniques, de 160 à 170 % pour le fonctionnaire et de 150 à 160 % pour l'ouvrier du bâtiment et de la construction (graphique 5). Les secteurs qui ne sont pas directement exposés à la concurrence étrangère ont généralement pu relever leurs prix (ou les taxes) pour compenser la hausse de leurs coûts, la demande qu'ils sont appelés à satisfaire étant assez inélastique par rapport aux prix et la concurrence à laquelle ils sont soumis n'étant pas particulièrement efficace. De la sorte, les prix danois à la consommation ont eu tendance à augmenter plus vite que la moyenne des pays européens de l'OCDE. Réflétant la progression plus lente des gains des salariés de l'industrie et l'avance plus rapide de la productivité, les coûts unitaires de main-d'œuvre dans l'industrie manufacturière ont, en revanche, augmenté à un rythme nettement plus proche de la cadence observée à l'étranger, un peu plus rapide cependant que dans les autres pays nordiques qui occupent une place importante dans le commerce extérieur du Danemark. Il ne paraît pas impossible que cette tendance divergente de l'évolution des salaires dans le secteur protégé et le secteur non protégé de l'économie soit en partie à l'origine de difficultés que l'industrie manufacturière danoise pourrait parfois éprouver à s'assurer le concours d'une main-d'œuvre suffisante pour tirer pleinement parti de conditions favorables sur ses débouchés commerciaux.

La hausse rapide des prix a rendu particulièrement intéressants les placements immobiliers et constitué une raison supplémentaire de recourir à l'emprunt (c'est-à-dire, la désépargne). Tant sur le plan des ressources matérielles que sur celui des moyens financiers, de puissants facteurs ont ainsi tendu à orienter la demande et l'offre vers les secteurs protégés de l'économie. Dans ces conditions, il semblerait que pour résoudre le problème de la balance des paiements danoise il soit d'abord nécessaire de réorienter la politique de régulation de la demande et la politique des prix et des revenus.

### III LE PROBLÈME DE L'AJUSTEMENT EXTÉRIEUR

*La dette extérieure et le problème de l'équilibre global des paiements*

Jusqu'en 1965, il avait été relativement facile de maintenir les entrées nettes de capitaux à long terme à un niveau suffisant pour financer le déficit de la balance courante. Mais, depuis lors, la balance de base (opérations courantes

---

1 Voir ci-dessous, page 20.

2 The Danish Economy in the Spring of 1972 (Conseil Economique), mars 1972.

*Danemark*

et mouvements de capitaux à long terme) a eu tendance à se solder par un déficit. Une sérieuse crise des changes s'est produite lorsque, en mai 1969, le montant net des réserves officielles de change est tombé à un niveau correspondant à deux semaines d'importations de marchandises. La dégradation de la balance de base a atteint son point culminant en 1970, avec un déficit s'élevant à 400 millions de dollars et ce n'est que grâce à l'importance des entrées de capitaux à court terme que l'équilibre global des paiements a pu être maintenu. A partir du milieu de 1971 les emprunts à l'étranger du secteur public ont été considérablement accrus et, du fait de la réduction du déficit des opérations courantes, la balance de base est redevenue excédentaire.

Par sa durée inattendue, le déficit courant a entraîné une forte dégradation de la position extérieure nette du Danemark. Entre 1959 et 1971, le montant net de la dette extérieure, nul au départ, a augmenté jusqu'à atteindre quelque 2 500 millions de dollars (15 % du PIB), avec un accroissement particulièrement rapide de la dette à court terme au cours de la seconde partie de cette période. A la fin de 1971, le montant brut des dettes extérieures à court terme (à 12 mois d'échéance, au maximum) du secteur privé s'élevait probablement à 1 650 millions de dollars (5 mois d'importations de marchandises), dépassant ainsi largement le volume des réserves de change. Lorsque la situation est normale sur les marchés des changes, le renouvellement, de ces dettes ne présente guère de difficultés majeures, en général, tant que les taux d'intérêt au Danemark restent supérieurs à ceux qui sont pratiqués à l'étranger. Mais la nécessité de maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé pour des raisons touchant à la balance des paiements ne manque pas de poser certains problèmes d'ordre intérieur. Étant donné qu'au Danemark la construction

**Tableau 2 Avoirs et dettes extérieures**  
Situation en fin d'année, en millions de dollars aux taux de change courants

	1960	1965	1970
<b>AVOIRS</b>	720	1 332	1 774
Liquidités internationales (net)	265	532	462
Secteur public, à long terme	18	40	108
à court terme	15	30	55
Secteur privé, à long terme	159	290	535
à court terme	263	440	617
<b>DETTES</b>	750	1 952	3 762
Secteur public, à long terme	189	557	955
à court terme	3	9	15
Secteur privé, à long terme	261	733	1 317
à court terme	296	653	1 475
<b>ENGAGEMENTS NETS</b>	29	620	1 985

*Sources* : Données communiquées par le Secrétariat Économique (Ministère des Affaires économiques et budgétaires).

*NOTE* Pour la situation à la fin de 1971, on ne dispose que de chiffres très provisoires. Les engagements nets sont estimés à 2,5 milliards de dollars environ. L'augmentation des engagements nets totaux entre 1970 et 1971 semble s'expliquer par une augmentation de la dette publique à long terme.

résidentielle ainsi que la demande des consommateurs sont pratiquement inélastiques par rapport aux taux d'intérêt, des taux d'intérêt élevés ne contribuent guère à freiner ces deux composantes de la demande mais ils se traduisent par des relèvements de coût pour les industries exportatrices et pour celles qui doivent soutenir la concurrence de produits importés. En outre, de fortes entrées de capitaux à court terme compliquent la tâche des autorités monétaires en agissant sur la structure et l'expansion des agrégats monétaires.

### *L'ampleur du problème de l'ajustement*

L'ampleur du problème que pose le rétablissement de l'équilibre extérieur dépend évidemment de l'importance actuelle du déficit tendanciel de la balance courante, des tendances « autonomes » à l'atténuation ou à l'accentuation du déséquilibre, ainsi que des objectifs retenus par les autorités en matière de balance des paiements. Ces derniers doivent tenir compte de l'évolution future du service de la dette et de la politique gouvernementale d'aide au développement. La nécessité de réaliser un meilleur équilibre entre les réserves de devises et la dette à court terme constitue également un élément important du problème de l'ajustement.

En 1971, le déficit de la balance extérieure des opérations courantes, corrigé de l'incidence de facteurs spéciaux et des influences conjoncturelles<sup>1</sup> a sans doute été de l'ordre de 400 millions de dollars, soit plus de 2 % du PIB. Les récentes déclarations de politique économique donnent à penser que l'élimination en quelques années du déficit de la balance courante est considérée comme un objectif minimal. Si l'on en juge par l'évolution passée, on ne peut guère s'attendre que l'excédent habituel de la balance des services, revenus des facteurs non compris, augmente de plus de 20 millions de dollars par an environ (0.1 % du PIB), augmentation qui pourrait être en partie compensée par l'accroissement des versements d'intérêts. Les prêts déjà contractés entraîneront en effet des paiements plus importants au titre des intérêts, pendant les prochaines années, et l'on s'attend que la dette publique continue d'augmenter. Les transferts courants et en capital du secteur public du Danemark aux pays en voie de développement se sont élevés en 1971 à quelque 70 millions de dollars, soit moins de 0.4 % du PIB. Une augmentation sensible serait donc nécessaire pour que le montant de l'aide publique danoise au développement se rapproche davantage du taux de 0.7 % du PIB retenu comme objectif commun.

Étant donné que la balance des invisibles (versements d'intérêts compris) ne semble pas devoir contribuer beaucoup à un raffermissement du compte des opérations courantes et que les plans prévoient un accroissement de l'aide au développement, il faudra que la balance commerciale s'améliore considérablement pour assurer le rétablissement d'un excédent de la balance courante suffisant à financer les sorties de capitaux liées à l'aide au développement ;

---

1 Par « fluctuations conjoncturelles de la balance des paiements courants », on entend les fluctuations causées par les variations à court terme des pressions de la demande dans le pays considéré et dans les autres pays (sur la base, pour ces derniers, d'une pondération en fonction de la place respective qu'ils occupent dans les débouchés extérieurs du pays considéré). Le taux d'utilisation des ressources a été relativement faible au Danemark en 1971, mais il en a été de même dans d'autres pays. Il se pourrait donc bien que la position conjoncturelle relative au Danemark ait été à peu près neutre en 1971.

*Danemark*

**Tableau 3 Service de la dette publique extérieure**  
**Montant des échéances au titre de l'encours au 31 décembre 1971**  
**des emprunts extérieurs du secteur public**  
*Millions d'unités de DTS<sup>1</sup>*

	Administration centrale		Reste du secteur public		Ensemble du secteur public		
	Amortissement	Intérêts	Amortissement	Intérêts	Amortissement	Intérêts	Total
1972	42	44	28	36	70	80	150
1973	22	44	52	34	73	78	151
1974	36	43	33	31	69	74	143
1975	54	41	65	29	119	69	188
1976	56	37	44	24	100	61	161
1977	80	34	46	21	125	55	180
1978	111	28	43	19	154	47	201
1979	67	21	38	16	104	37	141
1980	38	17	38	13	76	30	106

<sup>1</sup> Taux de conversion : 1 unité DTS : 7,50 couronnes danoises.

Source : Central Bank Yearbook 1971.

l'importance de cette amélioration pourrait représenter environ 3 % du PNB. Le transfert de ressources au secteur extérieur devra être encore plus important si l'on se propose d'améliorer dans les prochaines années la position débitrice nette à l'égard de l'étranger. Sinon, il faudra accroître le montant brut des emprunts pour pouvoir faire face aux échéances de ces prochaines années. A cet égard, il importera aussi de mettre toujours l'accent sur les emprunts à long terme afin d'améliorer la structure de la dette extérieure.

#### IV LES PERSPECTIVES ET LES PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Pour renforcer d'une manière décisive la balance extérieure, il conviendra d'appliquer des politiques actives en matière budgétaire et monétaire. L'institution en octobre dernier d'une surtaxe provisoire de 10 % à l'importation<sup>1</sup> et l'accroissement des emprunts publics à l'étranger doivent être envisagés dans cette optique comme des mesures intérimaires permettant d'apporter les ajustements voulus aux politiques à moyen terme. La surtaxe contribuera à réduire le déficit courant en 1972 mais sa suppression le 31 mars 1973 tendra à accroître la masse des importations l'an prochain. Les autorités peuvent en revanche tabler sur une amélioration appréciable des termes de l'échange

<sup>1</sup> Cette surtaxe porte sur environ 45 % des importations de marchandises et principalement sur les importations d'articles manufacturés. Son taux ramené à 7 % le 1<sup>er</sup> juillet 1972, doit être abaissé à 4 % le 1<sup>er</sup> janvier 1973; elle doit être abolie le 1<sup>er</sup> avril 1973.

si le Traité d'adhésion à la CEE est ratifié par le référendum. Mais cette ratification sera probablement suivie — dans le même temps — d'une reprise de l'investissement industriel qui entraînera une augmentation des importations.

*La politique de régulation de la demande*

Comme l'a noté l'Étude économique de l'an passé, d'importantes réformes ont été réalisées au cours des cinq dernières années<sup>1</sup>. Pendant leur préparation et les premiers stades de leur mise en application, les possibilités d'ajustement à court terme de la politique économique se sont trouvées parfois considérablement limitées. Ces contraintes ont été particulièrement malencontreuses lorsque, en 1969, la politique budgétaire n'a pu, faute de souplesse, empêcher une expansion excessive de la demande intérieure qui a entraîné une forte dégradation de la balance extérieure des opérations courantes. L'institution, le 1<sup>er</sup> janvier 1970, de la retenue à la source pour l'imposition des revenus a introduit un élément d'incertitude supplémentaire dans les perspectives d'évolution des recettes publiques, auquel sont imputables les écarts particulièrement importants constatés entre les prévisions initiales du budget de l'Administration centrale et les résultats provisoires de l'exercice 1971 (prenant fin en mars 1972) : à la clôture de l'exercice, l'excédent de trésorerie était presque nul, alors qu'il devait initialement atteindre 3.2 milliards de couronnes (2½ % du PIB). La différence paraît imputable en partie à la modification du calen-

Tableau 4 Finances publiques  
Milliards de couronnes danoises

	1969	1970	1971	1972
RECETTES <sup>1</sup> (constatations)	39.5	48.2	56.4	64.9
Impôts directs	22.0	29.0	35.6	41.8
Impôts indirects	16.2	18.0	19.5	21.4
Autres recettes	1.3	1.2	1.3	1.7
DÉPENSES COURANTES ET D'INVESTISSEMENT <sup>2</sup>	37.6	45.6	52.1	59.2
<i>dont :</i>				
Achats de biens et services	25.3	29.6	34.6	39.5
Transferts	12.3	16.0	17.5	19.7
EXCÉDENTS DES OPÉRATIONS COURANTES ET D'INVESTISSEMENT	1.9	2.6	4.3	5.7
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE DES OPÉRATIONS COURANTES ET D'INVESTISSEMENT	1.8	0.7	2.7	5.5

1 Y compris les cotisations de sécurité sociale.

2 Y compris les prêts publics, d'un montant peu élevé, qu'on a estimé avoir les mêmes effets que les dépenses d'investissement.

Source : Economic Survey of Denmark mars 1972, et Mémorandum (Ministère des Affaires Économiques et budgétaires).

1 Institution de la TVA en 1967, adoption de la retenue à la source pour l'imposition des revenus en 1970, refonte de l'administration communale la même année, importantes réformes du marché financier.

drier de recouvrement des impôts, qui s'est traduite dans la pratique par une augmentation considérable des restes à recouvrer. Des estimations récentes indiquent que l'épargne financière du secteur public<sup>1</sup> aurait augmenté de 1.7 milliards de couronnes en 1971, et non de 3.4 milliards comme à la fin de 1970.

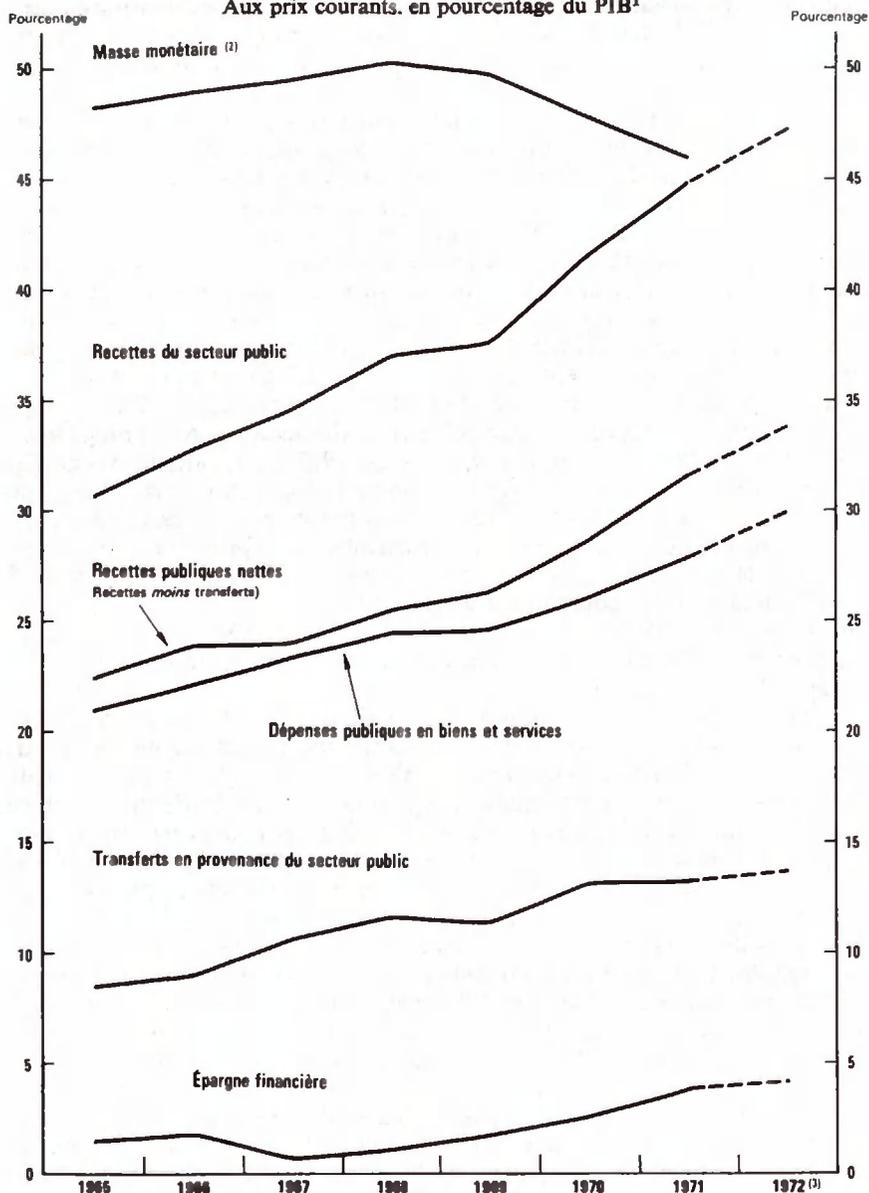
Selon les estimations et prévisions actuelles, l'épargne financière calculée sur la base des constatations pourrait en 1972 augmenter de 1.4 milliard et atteindre 5.7 milliards de couronnes, c'est-à-dire près de 4 % du PIB. On pense que les paiements de transfert aux ménages et les dépenses pour achat de biens et services dépasseront respectivement de 12.5 % et de 14 % leur niveau de l'an passé. Leur rythme d'expansion en volume — 5 à 6 % — est à peine inférieur à celui des années récentes, ce qui montre que les efforts entrepris pour freiner l'augmentation de la ponction du secteur public sur les ressources économiques n'ont connu qu'un succès limité. Il dépendra de l'évolution de l'épargne privée que l'accroissement de l'épargne financière du secteur public suffise ou non à atténuer les déséquilibres financiers de l'économie. Les autorités pensent que la forte diminution du taux d'épargne du secteur privé enregistrée ces dernières années ne se renouvellera pas en 1972 ; on s'attend à une légère augmentation, due à des changements dans la répartition des revenus favorisant les entrepreneurs individuels et à un ajournement de certaines dépenses — notamment des achats de voitures particulières — provoqué par la surtaxe à l'importation. Mais, étant donné la progression assez rapide des ventes au détail enregistrée au cours des premiers mois de l'année, il n'est pas certain que le taux d'épargne du secteur privé augmentera effectivement et dans des proportions suffisantes pour compenser une proportion accrue du déficit du secteur du logement.

Le budget fera l'objet de plusieurs modifications d'ici la fin de l'exercice 1972-1973. Les pensions de retraite et d'invalidité seront augmentées en deux paliers au cours de l'automne puis de l'hiver ; il en résultera un accroissement de dépenses d'environ 500 millions de couronnes en année pleine et cette mesure, combinée à la réduction progressive de la surtaxe provisoire à l'importation, se traduira sur le plan économique par un relâchement du freinage exercé par le budget de l'Administration centrale. Toutefois, dans le courant du printemps, les autorités ont pris des mesures visant à réduire de 500 millions de couronnes les dépenses publiques de l'exercice 1972-1973 (une proportion substantielle de ces abattements portera sur les dépenses d'équipement). En outre, à partir du milieu de 1972 (mais avec effet rétroactif à compter de janvier), l'assiette des acomptes intéressant un grand nombre de contribuables dans le cadre du régime de retenue à la source des impôts sera aménagée, ce qui se traduira par une augmentation des recettes fiscales. Les tarifs postaux, enfin, ont été relevés le 1<sup>er</sup> juillet. On pense que, dans l'ensemble, ces diverses mesures ne modifieront pas beaucoup l'incidence du budget sur l'économie au cours de l'exercice 1972-1973. A partir du 1<sup>er</sup> avril 1973, la position des finances publiques se ressentira d'un nouveau relèvement des pensions de retraite et d'invalidité (environ 100 millions de couronnes en année pleine) et de l'entrée en vigueur d'un régime élargi de prestations-maladie, dont le financement sera cependant dans une large mesure à la charge des employeurs.

---

1 Administration centrale, Banque centrale, collectivités locales et Sécurité sociale.

Graphique 6 Principaux indicateurs de politique économique  
Aux prix courants, en pourcentage du PIB<sup>1</sup>



1 Réparation et entretien non compris.

2 Masse monétaire au sens large, y compris les dépôts à terme auprès des banques commerciales et des principales caisses d'épargne. Moyenne des chiffres en fin d'année.

3 Prévisions provisoires.

Sources: Economic Surveys of Denmark (Ministère des Affaires économiques et budgétaires), Central Bank Yearbooks et Economic Trends, avril 1972 (Service Central des Statistiques).

*Danemark*

Depuis le commencement de 1970, l'élément le plus important de la politique monétaire danoise a été le plafonnement des crédits accordés par les banques commerciales et les caisses d'épargne. Les plafonds, qui s'appliquent aux ouvertures de crédit plutôt qu'au montant effectif des avances, ont été relevés d'environ 6 % dans le courant de 1971 et de 3 % encore au printemps de 1972. En revanche, les accords relatifs aux dépôts obligatoires, conclus entre la Banque centrale, les banques commerciales et les caisses d'épargne, ont été suspendus à l'automne de 1971. Étant donné qu'au cours de l'exercice 1971-1972, le solde de trésorerie de l'Administration centrale a finalement été beaucoup plus faible que prévu à l'origine, la position de liquidité des banques commerciales a été jusqu'ici, en 1972, plus aisée qu'on l'escomptait à l'automne dernier. Étant donné le plafonnement imposé aux ouvertures de crédit et la faiblesse persistante de la demande d'avances, l'augmentation des liquidités bancaires n'a pas entraîné immédiatement une expansion du crédit bancaire.

Tableau 5 Masse monétaire et liquidités mises à la disposition de l'économie

	1967	1968	1969	1970	1971
<i>Millions de couronnes danoises</i>					
<b>LIQUIDITÉS PRIMAIRES MISES A LA DISPOSITION DES BANQUES ET DU SECTEUR NON BANCAIRE</b>	500	1 102	-68	-744	-110
<i>Sources :</i>					
Balance des paiements <sup>1</sup>	-252	-52	-559	29	684
Solde de l'Administration centrale auprès de la Banque centrale <sup>2</sup>	50	563	-1 267	-1 436	-1 090
Solde de l'Administration centrale à l'égard du reste de l'économie	702	590	1 758	663	296
<b>AVANCES BANCAIRES A L'ÉCONOMIE, TOTAL</b>	2 870	2 989	5 610	2 855	2 035
Banques commerciales	1 911	2 174	4 292	1 520	1 115
Autres <sup>3</sup>	959	815	1 318	1 335	920
<b>MASSE MONÉTAIRE (variation d'une année à l'autre, chiffres en fin d'année)</b>					
Disponibilités monétaires (au sens étroit) <sup>4</sup>	2 042	3 840	3 216	-553	2 460
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires <sup>5</sup>	3 881	6 257	5 192	1 344	4 942
%					
<b>MASSE MONÉTAIRE (variation d'une année à l'autre)</b>					
Disponibilités monétaires	9.9	16.9	12.1	-1.9	8.5
Disponibilités monétaires et quasi-monétaires	9.8	14.4	10.4	2.4	8.8

1 Solde des opérations non monétaires égal à la variation des réserves de change de la Banque centrale et des banques commerciales. Non compris les DTS.

2 Y compris les variations résultant des opérations extérieures de l'Administration centrale.

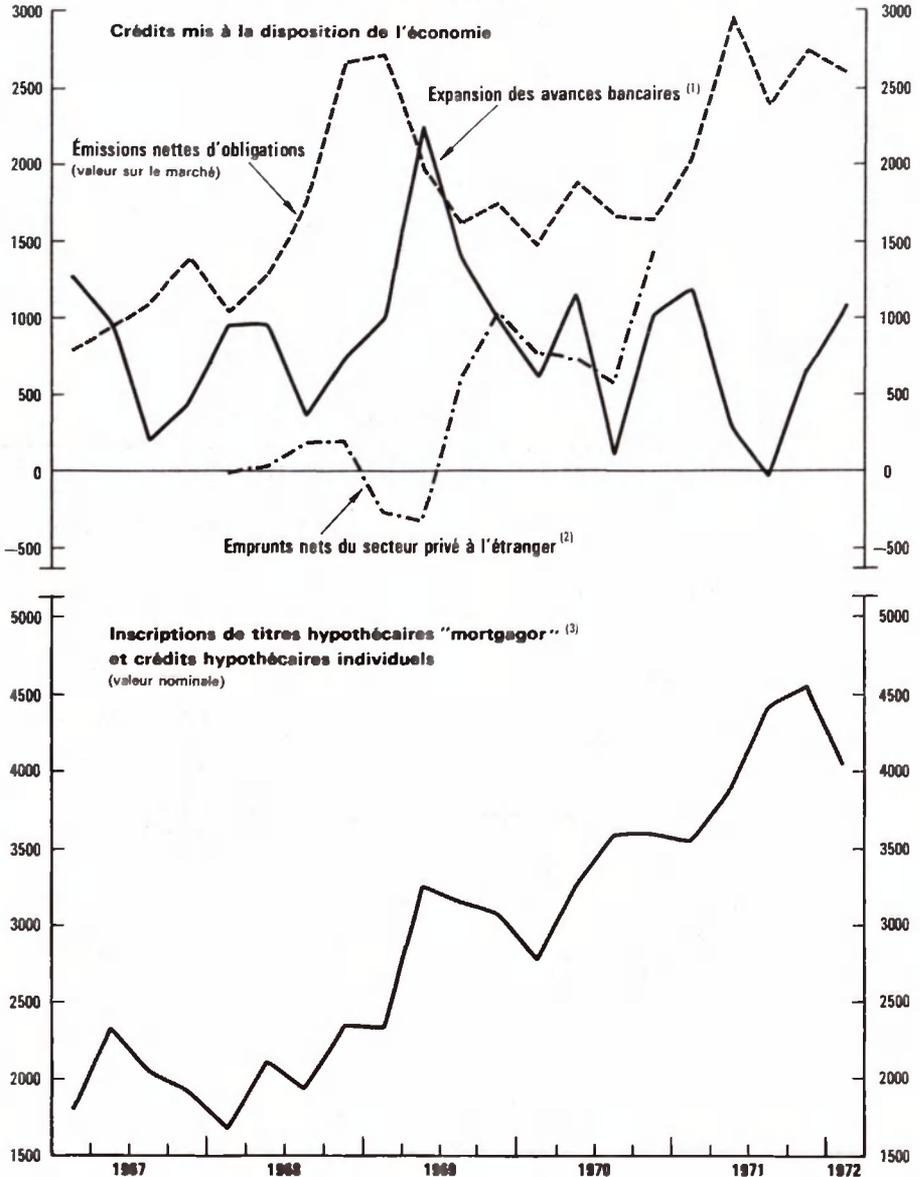
3 Principales caisses d'épargne.

4 Espèces en circulation en dehors du secteur bancaire plus dépôts à vue.

5 Espèces en circulation en dehors du secteur bancaire plus tous les dépôts du public auprès des établissements de dépôts.

Sources : Monetary Review (Banque centrale) et Economic Trends, avril 1972, (Service central des Statistiques).

Graphique 7 Évolution à court terme du crédit en millions de couronnes danoises. Chiffres des flux



1 Banques commerciales et principales caisses d'épargne.

2 Y compris les erreurs et omissions.

3 Les « mortgagors » sont des titres hypothécaires émis au porteur. Ils sont couramment utilisés comme garantie des prêts consentis par les banques et autres institutions de crédit non-hypothécaires. En l'absence de statistiques concernant l'ensemble des crédits non-hypothécaires, on peut considérer ces chiffres comme un indicateur approximatif de tendance.

Source: Central Bank Yearbooks et Monetary Reviews.

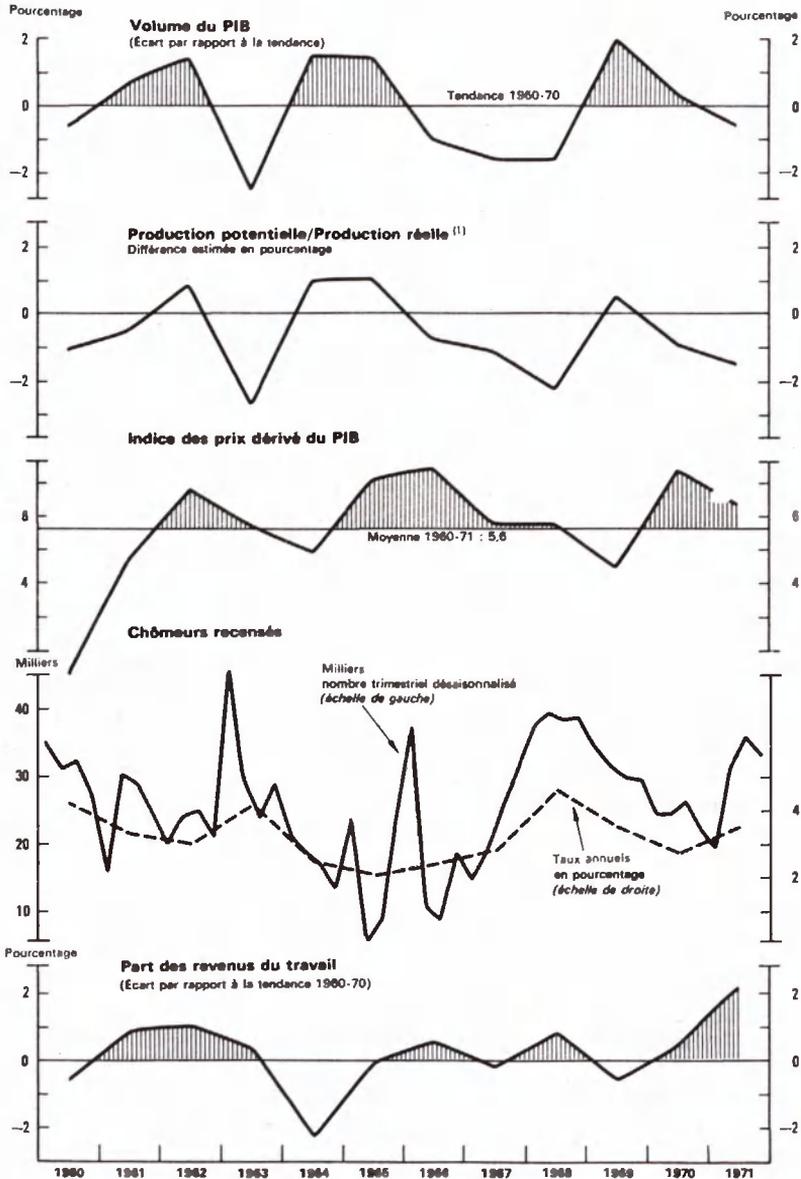
Mais les banques ont assez fortement accru leurs achats d'obligations. Comme on estimait qu'il n'était pas souhaitable que le gonflement momentané des liquidités bancaires provoque un accroissement rapide des portefeuilles d'obligations du secteur bancaire, la Banque centrale a émis en avril 1972 des certificats de dépôt à 6 et 9 mois d'échéance, assortis de rendements intéressants. En dépit de l'augmentation assez rapide de la masse monétaire au cours des douze derniers mois, les taux des obligations sont restés assez stables jusqu'ici ; ils ont manifesté une certaine tendance à l'augmentation au cours de l'automne mais se sont calmés par la suite. Le 28 juin 1972, le taux d'escompte officiel, qui était fixé à 7 % depuis le 10 janvier précédent, a été porté à 8 % et la marge de libre fluctuation du taux de change au comptant de la couronne danoise, dont l'amplitude de part et d'autre de la parité avait été fixée à 2.25 % d'un commun accord par les pays de la CEE et les pays candidats, a été temporairement portée à 4.5 % comme prévu dans l'Accord de Washington. De plus, dans le même temps, la possibilité pour les banques d'obtenir de la Banque centrale des avances sur titres obligataires, a été réduite (90 à 60 %). Néanmoins, dans l'ensemble, la situation monétaire paraît être restée beaucoup plus détendue qu'il y a un an, avec de larges possibilités d'emprunts extérieurs assortis de taux d'intérêt assez faibles. Il est peu probable, dans ces conditions, que l'expansion économique actuellement en cours soit entravée dans sa phase initiale par une insuffisance de moyens monétaires ou un manque de crédit.

#### *L'évolution actuelle et les perspectives à court terme*

Comme on l'a déjà noté, une certaine marge de ressources inemployées est apparue en 1971. L'écart entre la production potentielle et la production réelle n'a sans doute pas dépassé 1 % du PIB en fin d'année. La demande intérieure, influencée par un fléchissement sensible de la formation de stocks, n'a progressé en volume que de 2 % en 1971, mais le redressement de la tendance de la balance des biens et services a contribué à maintenir le rythme d'expansion du PIB à un niveau relativement satisfaisant.

Il est probable que l'activité économique s'accélénera en 1972. De janvier à avril 1972, la valeur désaisonnalisée des exportations de marchandises était en moyenne de 15.6 % supérieure à la moyenne enregistrée l'an dernier. Dans le même temps, les exportations de produits manufacturés ont marqué une progression de 17 % qui reflète le renforcement de la demande sur les marchés extérieurs. Les exportations agricoles ont augmenté rapidement, elles aussi, à la suite des bonnes récoltes de 1971 et d'une assez forte hausse des prix à la fin de l'année. Certains indicateurs récents dénotent également une accélération de l'expansion de la demande intérieure. Au premier trimestre, les ventes au détail (désaisonnalisées) ont accusé un redressement par rapport à leur niveau déprimé du milieu de 1971. Les mises en chantier de bâtiments ont marqué une forte augmentation (27 % par rapport au premier trimestre de l'année précédente), imputable en partie aux opérations anticipées effectuées en prévision de la modification (à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1972) des règles de remboursement de la TVA aux constructeurs de maisons neuves, et en partie à la clémence du temps. Le nombre des offres d'emploi a augmenté bien plus vite entre février et mai que pendant la même période de l'année précédente. L'amorce de la reprise de la conjoncture se trouve aussi confirmée, semble-t-il,

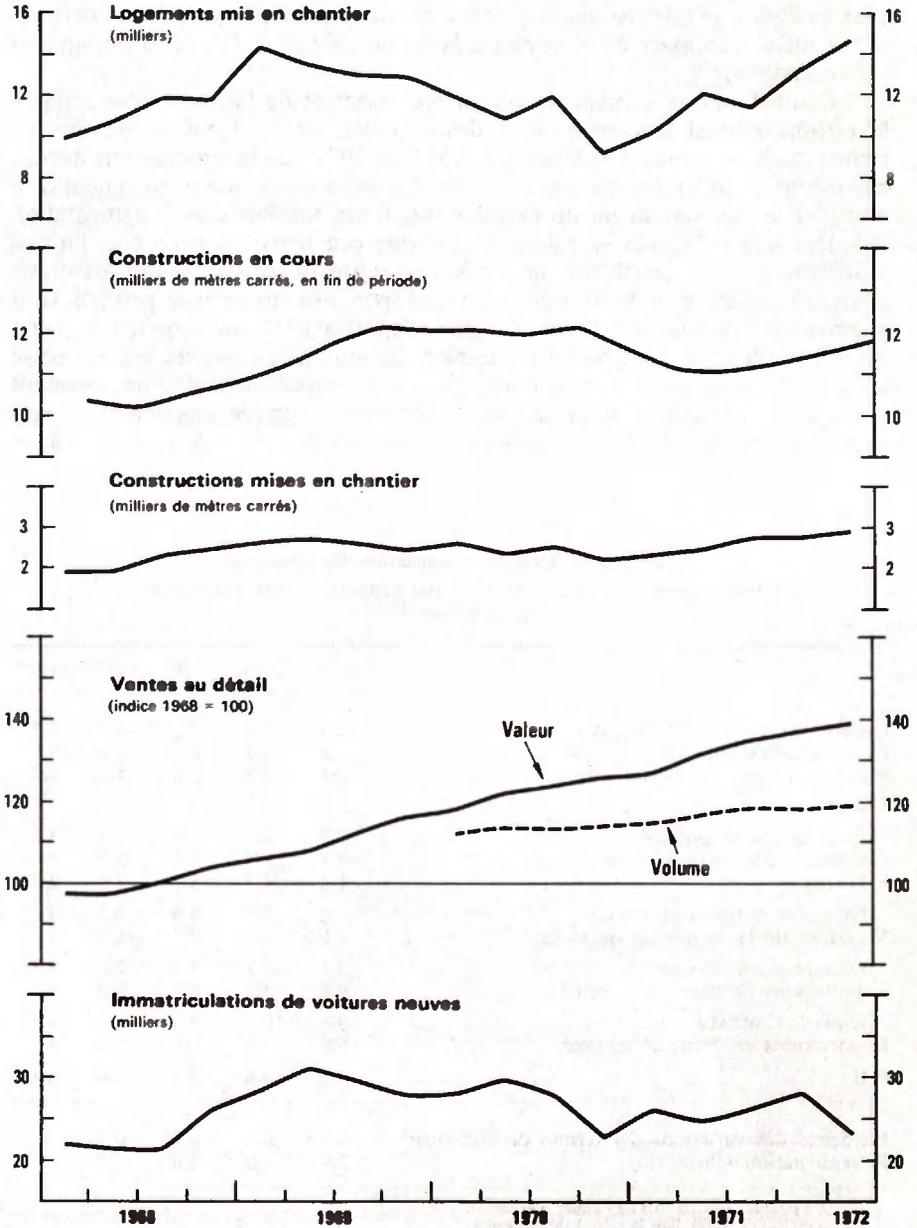
Graphique 8 Indicateurs conjoncturels de l'activité économique



1 Estimation par le Secrétariat de l'OCDE de l'écart entre le niveau potentiel et réel du PIB en volume.

Sources : Comptabilité nationale danoise, Economic Surveys of Denmark (Ministère des Affaires économiques et budgétaires), Principaux indicateurs économiques de l'OCDE et Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 9 Indicateurs de l'évolution à court terme de la demande  
Chiffres trimestriels désaisonnalisés



Sources : Statistiske Efterretninger (y compris le supplément : Economic Trends, April 1972), Nyt fra Danmarks Statistik et *Seasonal Adjustment of Danish Statistics* (Service Central des Statistiques).

par l'enquête effectuée au mois d'avril (dans l'industrie manufacturière et la construction), qui indiquait un relèvement du taux d'utilisation des capacités et un afflux plus important de commandes pour le deuxième trimestre. Le taux de chômage (désaisonnalisé) s'est cependant maintenu jusqu'à ces derniers temps au niveau assez élevé atteint à la fin de 1971 (4 à 5 % de la population active assurée).

Étant donné la vigueur du récent redressement de l'activité économique, le rythme annuel d'accroissement des exportations de biens et services en termes réels pourrait bien atteindre 6.5 % en 1972. Cette progression devrait elle-même stimuler l'investissement fixe des entreprises, qui a eu tendance à marquer le pas vers la fin de l'an dernier. Il est possible que l'augmentation des dépenses publiques se ralentisse quelque peu mais, en revanche, l'investissement de la construction pourrait s'accroître fortement. Selon les prévisions officielles, le volume des revenus disponibles du secteur privé devrait augmenter d'environ 2.5 % en 1972 par rapport à 1971, alors qu'il n'a guère, voire pas du tout, progressé l'an dernier. Le taux d'épargne du secteur privé semblant devoir rester stationnaire, après avoir rapidement diminué pendant plusieurs années, le volume de la consommation privée augmenterait également au rythme de 2.5 %. Dans ces conditions, la demande intérieure s'ac-

Tableau 6 Origine et utilisation des ressources  
Pourcentages annuels de variation par rapport à l'année précédente,  
aux prix de 1955

	1968	1969	1970	1971	1972 <sup>3</sup>
Consommation du secteur privé	1.6	9.2	4.0	1.9	2.5
Consommation du secteur public	6.5	7.6	6.4	6.5	5.5
Formation brute de capital fixe	0.4	13.0	5.2	4.2	4.0
dont :					
Investissements publics	7.2	7.8	7.9	5.4	5.5
Construction de logements	-9.9	25.8	0.4	-3.0	9
Divers	1.3	11.3	5.7	5.8	2.0
DEMANDE INTÉRIEURE FINALE	2.0	9.9	4.6	3.1	3.3
Variation de la formation de stocks <sup>1</sup>	1.1	0.6	-0.7	-1.1	0
DEMANDE INTÉRIEURE	3.1	10.5	3.9	2.0	3.3
Exportations de biens et services	9.0	9.3	6.2	4.0	6.5
DEMANDE TOTALE	4.8	10.1	4.6	2.7	4.3
Importations de biens et services	5.0	13.3	7.6	1.0	4.0
PIB	4.7	8.6	3.0	3.6	4.4
Incidence des variations des termes de l'échange <sup>2</sup>	-0.7	0.6	0.1	0.3	..
Revenu national brut <sup>3</sup>	3.9	9.0	3.0	3.8	..

1 En pourcentage du PIB de l'année précédente.

2 Voir la définition dans la note 1 du tableau 1.

3 Prévisions du Secrétariat de l'OCDE.

Sources : Economic Survey of Denmark, mars 1972 (Ministère des Affaires économiques et budgétaires, et Secrétariat de l'OCDE).

*Danemark*

croîtrait en 1972 de 3.3 % par rapport à l'an dernier. En 1971, l'incidence de la formation de stocks sur la progression de la demande a été fortement négative ; il est peu probable qu'il en soit de même en 1972 et l'expansion de la demande intérieure totale pourrait donc bien être un peu plus rapide que l'an dernier. Étant donné l'incidence de la surtaxe provisoire sur les importations, l'élasticité de ces dernières par rapport à la demande et à la production devrait être nettement inférieure à la normale, de sorte qu'une part relativement importante de l'accroissement de la demande devrait être satisfaite par la production intérieure.

Dans ces conditions et compte tenu de l'amélioration probable des termes de l'échange, on pourrait enregistrer en 1972 une diminution sensible du déficit de la balance commerciale. L'excédent de la balance des invisibles semblant devoir augmenter encore un peu, le déficit de la balance courante pourrait diminuer de plus de moitié et se situer aux environs de 200 millions de dollars en 1972, alors qu'il a presque atteint 450 millions en 1971. Ce redressement devrait cependant être imputé dans une large mesure à l'incidence de la surtaxe à l'importation.

**Tableau 7 Balance des paiements**  
Millions d'unités DTS<sup>1</sup>

	1968	1969	1970	1971	1972 Prévisions <sup>2</sup>
Exportations, fob	2 584	2 959	3 290	3 554	4 000
Importations, fob	3 226	3 799	4 335	4 510	4 725
<b>BALANCE COMMERCIALE</b>	-642	-840	-1 045	-956	-725
Transports maritimes et autres, net	246	265	301	307	..
Tourisme, net	3	12	41	76	..
Autres services, net	199	222	246	264	..
<b>SERVICES, net</b>	448	499	588	647	700
<b>BALANCE DES BIENS ET SERVICES</b>	-194	-341	-457	-309	-25
Transferts, net	-22	-70	-83	-133	-175
<i>dont :</i>					
Opérations à terme	37	2	—	0	..
<b>BALANCE COURANTE</b>	-216	-411	-540	-442	-200
Emprunts à long terme du secteur public, net	87	105	78	258	..
Emprunts à long terme du secteur privé, net	23	108	42	n.d.	..
<b>BALANCE DE BASE</b>	-106	-198	-420	n.d.	..
Emprunts à court terme, net	48	66	345	n.d.	..
Erreurs et omissions	37	57	79	86	..
<b>BALANCE DES OPÉRATIONS NON MONÉTAIRES</b>	-7	-75	4	127	..
Allocations de DTS	—	—	27	28	28
Variation des réserves de change	-7	-75	31	155	..

1 Compte tenu du changement de parité de la couronne par rapport à l'or, mais non de la dévaluation du dollar consécutive à l'Accord de Washington de décembre 1971, l'unité DTS = 7,50 couronnes danoises de 1968 à 1970, 7,53 couronnes danoises en 1971; 7,58 couronnes danoises en 1972.

2 Nouvelles prévisions établies par le Secrétariat de l'OCDE à l'aide d'indicateurs récents.

Sources : Economic Survey of Denmark, mars 1972 (Ministère des Affaires économiques et budgétaires), et Secrétariat de l'OCDE.

*Études économiques de l'OCDE*

La hausse des prix s'est nettement accélérée ces derniers mois. En mai, l'indice des prix à la consommation, loyers non compris, se situait à un niveau supérieur de 5.7 % à la moyenne de 1971, le rythme annuel de progression ayant atteint 6.5 % entre novembre et mai. Au quatrième trimestre de 1971, les gains horaires dans l'industrie avaient progressé d'environ 13.8 % en un an, ce qui inclinerait à penser que les coûts de main-d'œuvre ont continué de s'accroître rapidement. En mars, les salaires avaient augmenté en moyenne de près de 5.0 % dont 1.5 point par suite de l'application des clauses d'échelle mobile. Il est fort possible qu'un nouveau relèvement de 1.5 % intervienne au titre de l'indexation en septembre prochain. Le glissement des salaires devrait rester relativement important en 1972, tout en s'établissant sans doute un peu en-dessous du taux de 7 % enregistré en 1971. Il ne serait pas impossible dans ces conditions que le ralentissement considérable de la progression moyenne des salaires qu'escomptent les prévisions officielles (environ 11 % en 1972 contre 15.5 % en 1971) ne se réalise pas entièrement.

**Tableau 8 Prix et salaires**

	Prix à la consommation (loyers non compris)		Prix de gros	Gains horaires moyens dans l'industrie <sup>2</sup>
	Indice des prix à la consom- mation	Indice net des prix <sup>1</sup>		
<i>Pourcentages annuels de variation pendant la période</i>				
1968	7,7	3,6	3,3	11,3
1969	3,1	3,6	3,2	11,3
1970	6,4	4,9	7,8	11,0
1971	5,5	4,9	3,6	15,5
Moyenne 1967-1971	6,1	4,4	3,7	11,7
<i>Pourcentages annuels de variations pendant la période<sup>3</sup></i>				
1970 T1	6,8	7,6	15,9	9,5 <sup>4</sup>
T2	4,1	4,5	5,9	10,2
T3	14,5	5,5	-0,7	11,6
T4	1,9	2,2	0	12,7
1971 T1	0,6	0,6	8,9	15,0
T2	11,0	12,0	7,2	15,6
T3	5,7	6,4	3,4	17,0
T4	5,3	5,1	0	13,8
1972 T1	5,7	6,1	10,6	

1 Indice des prix à la consommation, abstraction faite de l'incidence des changements apportés à la fiscalité indirecte.  
 2 Non compris les heures supplémentaires.  
 3 T1 = de décembre à mars suivant, pour les prix.  
 4 Variation par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Sources: Statistiske Efterretninger, Economic Trends, avril 1972 (Service central de la Statistique) et Economic Survey of Denmark, mars 1972 (Ministère des Affaires économiques et budgétaires).

## Danemark

Les perspectives pour 1973 sont forcément assez floues, pour l'instant, mais certaines grandes tendances n'en paraissent pas moins relativement claires :

- (a) La demande extérieure devrait rester dynamique. Il est probable que la reprise d'activité dans les pays de l'OCDE se poursuivra à un rythme rapide, étant donné la cadence qu'elle a prise cette année et la possibilité de voir subsister en 1973 un certain volant de ressources inemployées dans de nombreux pays. Les perspectives devraient donc être favorables aux exportations industrielles danoises. De plus l'adhésion du Danemark à la CEE devrait donner une forte impulsion aux exportations agricoles, sous forme surtout d'un relèvement des prix. Les exportations de marchandises pourraient bien augmenter, en valeur, dans une proportion atteignant 15 à 20 %, imputable pour moitié environ à l'augmentation des prix<sup>1</sup> ; l'alignement des prix agricoles à l'exportation sur le niveau des prix communautaires pourrait entraîner une hausse moyenne des prix à l'exportation de l'ordre de 6 à 7 %, représentant un gain de quelque 250 millions de dollars.
- (b) Les importations pourraient, elles aussi, progresser rapidement ; la suppression en 1973 de la surtaxe à l'importation provoquera probablement une augmentation des achats à l'étranger de l'ordre de 150 millions de dollars correspondant à l'ajournement de certaines importations en 1972. De plus, comme les stocks de matières premières ont augmenté à un rythme très lent au cours des deux dernières années, il semble bien que l'on puisse prévoir une reconstitution pour 1973.
- (c) Après avoir marqué un certain ralentissement en 1972, la progression des salaires horaires moyens risque de s'accélérer de nouveau en 1973 ; dans la plupart des branches, les négociations salariales biennales doivent avoir lieu au printemps de l'an prochain ; et l'accroissement des tensions sur le marché du travail pourrait entraîner une accentuation du glissement des salaires.
- (d) Si la politique économique actuelle n'est pas modifiée, la demande intérieure pourrait se renforcer notablement. L'adhésion du Danemark à la CEE et les perspectives d'évolution favorable des exportations pourraient donner une forte impulsion aux investissements dans l'agriculture et l'industrie manufacturière. La progression de l'emploi liée à l'expansion des exportations et des investissements et combinée à l'accélération possible de la hausse des salaires stimulerait sans doute la consommation privée.

Comme il est probable que l'expansion de l'activité va s'accélérer dans les douze prochains mois, la marge actuelle de ressources inemployées pourrait très bien être résorbée dans le courant de 1973. Étant donné les tendances actuelles de la productivité et de la population active, il est peu probable que les capacités augmentent de plus de 4 % en 1973. Pour permettre aux exportateurs de tirer pleinement parti du dynamisme des débouchés extérieurs et

---

1 La progression des exportations serait bien inférieure si le Danemark décidait de ne pas entrer dans la Communauté élargie.

Tableau 9 Évolution et Perspectives des Exportations

	Réparti- tion en pourcen- tage 1971	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente				
		1969	1970	1971	1972 <sup>1</sup>	1973 <sup>5</sup>
<i>Valeur en unités de DTS<sup>2</sup></i>						
Produits agricoles	21,4	4,5	2,9	2,6	10,0	28,0
Conserves de viandes et lait concentré	7,1	9,9	11,6	13,5	9,0	15,0
Produits manufacturés	65,2	20,9	14,8	8,8	13,0	14,0
Autres produits <sup>3</sup>	6,3	3,9	5,9	13,1	12,0	10,0
Total	100,0	14,5	11,2	8,0	12,0	17,0
<i>Valeur en couronnes danoises</i>						
Total (couronnes)	100,0	14,5	11,2	8,5	13,0	17,0
<i>Pour mémoire :</i>						
Volume des exportations <sup>4</sup>		8,4	6,2	5,0	7½	8
Prix à l'exportation (couronnes) <sup>5</sup>		3,8	4,6	2,6	5	9
Termes de l'échange <sup>4</sup>		2	-1	-2	(2)	(4)

1 Prévisions fondées sur les indicateurs récents.  
 2 1 unité DTS = 7,50 couronnes danoises, de 1968 à 1970;  
 = 7,53 couronnes danoises, en 1971;  
 = 7,58 couronnes danoises, en 1972.  
 3 Y compris les fourrures non traitées, le poisson, etc.  
 4 Non compris les navires et le matériel aéronautique de 1967 à 1971. Les chiffres indiqués pour 1972 et 1973 concernent approximativement le total des exportations.  
 5 Prévisions du Secrétariat de l'OCDE.

Sources : Statistiske Efterretninger (Konjunkturtabeller); Economic Survey of Denmark mars 1972 (Ministère des Affaires économiques et budgétaires); Secrétariat de l'OCDE.

pour dégager dans l'économie les ressources nécessaires à un accroissement de l'investissement des entreprises, le rythme global d'expansion de la consommation privée, des dépenses publiques et de la construction résidentielle devra sans doute faire l'objet d'un freinage énergique et être ramené peut-être aux alentours de 2 à 3 %, en volume.

*Les perspectives à moyen terme et leurs implications sur le plan de la politique économique*

Il est probable qu'en 1973 le renforcement de la balance extérieure sera facilité par l'amélioration des termes de l'échange qu'entraînera l'adhésion du Danemark à la CEE. Les années suivantes, cette amélioration sera nettement moins sensible, voire négligeable. Le renforcement de la balance extérieure devrait donc être opérée au premier chef grâce à un transfert de ressources réelles en faveur des activités exportatrices ou des activités produisant

des biens susceptibles de se substituer à des articles importés. Si l'on envisage une période d'ajustement de 5 ans, il faudrait qu'en moyenne le rythme annuel de progression de la demande intérieure reste inférieur de 0.5 % environ à celui du PIB, permettant ainsi aux exportations de biens et services (non compris les revenus de facteurs) d'augmenter en volume de 2 points de plus que les importations correspondantes<sup>1</sup>. Pour réaliser un ajustement d'une telle ampleur, il faudra nettement infléchir les tendances de l'évolution antérieure, puisque, au cours des années soixante, le rythme annuel de progression des exportations a été supérieur de 1 point environ à celui des importations.

La même conclusion a été formulée dans le rapport d'experts<sup>2</sup> déposé par un groupe de travail composé de hauts fonctionnaires et succinctement analysé dans l'Étude économique sur le Danemark publiée l'an dernier par l'OCDE. Ce rapport étudiait les conditions d'une expansion économique équilibrée au niveau du plein emploi pendant la période 1970-1985, en supposant que l'équilibre de la balance courante serait atteint en 1977. Les autres hypothèses essentielles étaient les suivantes :

- (i) les capacités de production augmenteraient probablement à un rythme plus lent qu'auparavant. Le nombre d'heures travaillées semblant devoir diminuer de 0.3 % par an pendant la période 1970-1985 (alors qu'il a augmenté de 0.5 % par an pendant les années soixante), les capacités pourraient progresser seulement de 3.2 % par an ;
- (ii) l'investissement fixe des entreprises pourrait s'accroître plus rapidement que la production (contrairement à ce qui s'est passé pendant les années soixante) ;
- (iii) l'absorption de main-d'œuvre par le secteur public se poursuivrait à un rythme élevé, moins rapide cependant qu'au cours de la dernière décennie. Cela suppose que la politique actuelle des dépenses publiques serait poursuivie, c'est-à-dire que seraient réalisées les « normes » adoptées pour les services publics.

Ces hypothèses impliquaient notamment que :

- (iv) l'emploi augmenterait rapidement dans le secteur public, ce qui entraînerait une diminution de la population active disponible pour le secteur privé ;
- (v) l'accroissement de la demande intérieure privée devrait être limitée à 2½ % par an. Les possibilités d'expansion de la consommation privée et de la construction résidentielle seraient encore plus limitées, étant donné la nécessité de faire progresser à un rythme relativement rapide l'investissement fixe des entreprises ;
- (vi) vu l'augmentation prévue ou envisagée de la consommation de la partie non active de la population, le rythme de croissance en volume de la consommation de la partie active de la population devrait être limité à environ 1 % par an.

Tout en s'abstenant de formuler des recommandations précises sur le plan de la politique économique, le rapport des experts soulignait que, « afin d'atté-

1 Les exportations de biens et services (revenus de facteurs exclus) représentent environ 25 % du PIB.

2 *Les problèmes de la planification économique à long terme*, Copenhague, mars 1971 (en langue danoise).

Tableau 10 **Emploi et production**  
Pourcentage annuel de variation

	1960-1970	1970-1985
Emploi total (heures)	0.5	-0.3
Secteur public	6.0	3.5
Secteur privé <sup>1</sup>	-0.1	-1.3
Production horaire		
Secteur public	—	—
Secteur privé <sup>1</sup>	4,75	4,75
Production du secteur privé	4.6	3.2
Produit intérieur brut	4.8	3.2

1 Y compris les entreprises publiques.

Source : Problems of Long-Term Economic Planning, Copenhague mars 1971.

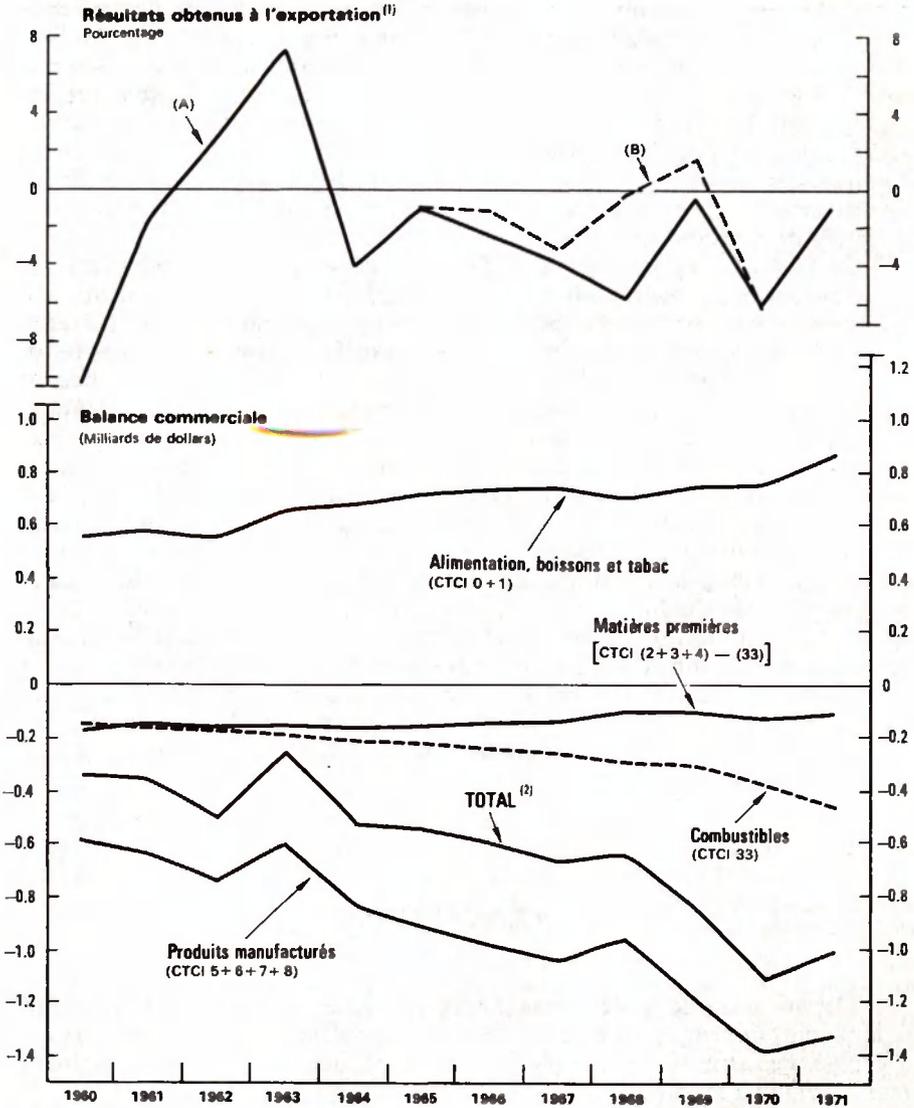
nuer les tensions sur les ressources et de réduire la nécessité d'élever le niveau d'imposition, il faudrait évidemment exploiter les possibilités qui s'offrent de limiter la croissance des dépenses publiques, de modifier la politique des prix des services publics et d'ajuster la politique du logement »<sup>1</sup>.

En ce qui concerne les possibilités d'ajustement de la politique du logement et des loyers, il convient de noter que les principaux éléments de celle-ci sont définis dans l'« Accord sur le logement » conclu en 1966. La législation correspondante — plafonnement des loyers, détermination des aides et régime fiscal — restera en vigueur jusqu'au 31 mars 1975 et n'est guère susceptible d'être sensiblement modifiée avant cette date. Étant donné les incitations actuellement en vigueur, il est donc probable que la demande de logements restera forte dans un avenir immédiat.

Il sera peut-être moins difficile d'affecter des ressources devenues disponibles aux industries exportatrices et aux industries qui doivent soutenir la concurrence de produits importés que de dégager effectivement ces ressources par des mesures appropriées relevant de la politique de régulation de la demande. Le Danemark est doté en effet d'un certain nombre d'industries exportatrices très efficaces. Le taux de croissance de la production d'articles manufacturés destinés à l'exportation a été relativement élevé au cours de la dernière décennie, la part du Danemark sur les marchés extérieurs ayant augmenté notamment dans l'AELE mais aussi sur d'autres marchés. Selon une étude du Secrétariat de l'OCDE portant sur les résultats obtenus par le Danemark à l'exportation (voir annexe I) ceux-ci ont été moins favorables que précédemment. La ventilation du commerce extérieur danois par grands groupes de produits (graphique 10) montre cependant que la balance des échanges d'articles manufacturés s'est notablement dégradée entre 1960 et 1970, les gains sur les marchés extérieurs s'étant accompagnés de reculs sur le marché intérieur. Il en est résulté que la part des articles manufacturés danois sur le marché global des articles manufacturés de l'OCDE a eu tendance à se contracter au cours des dernières années ; il semble que cette tendance ait été particulièrement sensible pour les produits des industries mécaniques.

1 Op. cit., p. 90.

Graphique 10 Résultats obtenus à l'exportation et balance commerciale



1 Les résultats obtenus à l'exportation sont égaux à la différence entre l'expansion effective en valeur des exportations danoises sur les marchés considérés et l'expansion de ces marchés.

A = gain ou perte de parts de marché sur les différents marchés géographiques.

B = Chiffres calculés au moyen d'une définition plus détaillée des marchés, tenant compte à la fois des marchés par produits et des marchés géographiques.

2 Y compris CTCI, 9.

Sources : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série B et Secrétariat de l'OCDE.

Selon une étude récente<sup>1</sup>, l'industrie mécanique danoise a perdu, entre 1962-63 et 1967-68, 205 millions de dollars de parts de marché au total, soit un recul global de 16,9 %, reflétant en grande partie l'amélioration des résultats obtenus par la Suède. La part de l'industrie mécanique danoise dans les ventes sur les marchés extérieurs a augmenté de 13 %, mais sa part dans les ventes sur le marché intérieur a diminué dans une proportion atteignant 32 %, ce qui représente de loin le recul le plus important dans les parts de marché intérieur qui ait été enregistré pour les pays envisagés dans l'étude. L'évolution de la balance commerciale ventilée par groupes de produits que retrace le graphique 10 semblerait confirmer que les résultats des ventes ont aussi été un peu décevants pour d'autres produits.

La part des importations dans l'offre totale ayant rapidement augmenté au cours des dix dernières années au Danemark, la marge de glissement de la demande vers les articles d'importation est maintenant plus réduite. L'expansion de la demande intérieure joue donc désormais un rôle décisif dans l'évolution des importations et un freinage efficace de cette expansion contribuerait sans doute largement à restaurer l'équilibre extérieure de l'économie danoise.

Au Danemark, l'augmentation des coûts unitaires de main-d'œuvre, évalués en dollars<sup>2</sup> n'a pas été plus forte que l'augmentation moyenne enregistrée dans les autres pays industrialisés, mais elle a été un peu plus rapide que dans d'autres pays nordiques qui sont d'importants partenaires commerciaux du Danemark en matière d'échanges de produits manufacturés. De plus, comme on l'a déjà noté, pendant la dernière décennie, l'évolution relative des salaires n'a pas favorisé l'industrie manufacturière par rapport aux branches bénéficiant d'une protection. Il est possible, dans ces conditions, que l'évolution relative des revenus n'ait pas suscité un transfert de ressources de main-d'œuvre vers l'industrie manufacturière. Si les tendances manifestées tout récemment par les coûts et les prix devaient persister au cours des prochaines années, elles risqueraient fort, semble-t-il, de rendre plus difficile le processus d'ajustement de la balance des paiements.

## V CONCLUSIONS

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la balance des paiements a, la plupart du temps, posé au Danemark un problème dont toutefois la nature a évolué. Pendant une bonne partie de cette période, le déséquilibre extérieur était imputable au protectionnisme agricole pratiqué à l'étranger et à la forte proportion de produits agricoles dans les exportations danoises. Du fait de l'expansion rapide qu'ont connue la production et les exportations industrielles au cours des dix ou quinze dernières années et à laquelle a fortement contribué la politique d'encouragement du gouvernement, la stagnation persistante ou

1 Raoul Gross et Michael Keating, « Analyse de la concurrence sur les marchés extérieurs et intérieurs »; Perspectives économiques de l'OCDE, Études spéciales, décembre 1970.

2 Compte tenu des conséquences de la dévaluation de la couronne danoise opérée en 1967.

la faible croissance des exportations agricoles présente maintenant moins d'importance relative qu'auparavant. Actuellement, semble-t-il, ce sont surtout des facteurs économiques intérieurs qui sont à l'origine du problème. Le déséquilibre extérieur ne saurait, évidemment, être imputé en particulier à tel ou tel secteur de l'économie, mais il semblerait, du point de vue de la politique économique, que deux éléments revêtent une importance particulière :

- (a) L'expansion rapide du secteur public. Bien que les recettes publiques aient augmenté encore plus vite que les dépenses publiques, la progression rapide et persistante des dépenses publiques en biens et services a limité les ressources disponibles pour les exportations et les investissements productifs.
- (b) Les aides financières directes et indirectes prévues pour la construction de logements et les opérations d'emprunt ont rendu plus difficile la réalisation d'un équilibre convenable entre l'investissement brut et l'épargne intérieure.

Étant donné l'ampleur du problème que pose la balance des paiements, l'équilibre extérieur ne saurait être rétabli du jour au lendemain ; les autorités envisagent une période d'ajustement s'étalant environ sur cinq ans. Mais il est probable que l'année prochaine ou les deux prochaines années offriront une occasion unique de procéder à un redressement très important de la balance extérieure des opérations courantes, étant donné l'amélioration des termes de l'échange dont bénéficiera sans doute le Danemark du fait de son adhésion à la CEE, et l'expansion rapide de ses débouchés extérieurs liée à la reprise qui s'est amorcée et se poursuivra sans doute dans la zone de l'OCDE. Pour permettre aux exportateurs de tirer pleinement parti du dynamisme des marchés extérieurs, il conviendra de contenir dans d'étroites limites la croissance de la demande intérieure.

La fiscalité tient une place importante parmi les instruments classiques de la régulation de la demande. Mais, étant donné la forte augmentation des impôts opérée au cours des dernières années et le niveau d'imposition déjà atteint, il serait peut-être préférable, comme le suggère le rapport d'experts publié l'an dernier, de mettre l'accent sur la révision des programmes actuels de dépenses publiques ainsi que de la politique actuelle des tarifs des services publics, et de réduire les fortes incitations à l'investissement et à l'emprunt que comporte la politique actuelle du logement.

Quelle que soit l'orientation que les autorités jugeront préférable d'adopter, il est clair que des mesures visant à freiner l'expansion de la demande intérieure pourront se révéler nécessaire dans le proche avenir. L'économie ne dispose actuellement que d'une faible marge de ressources inemployées et la demande intérieure comme la demande étrangère reprendront sans doute progressivement au cours des douze prochains mois. La nécessité d'intervenir afin de restreindre l'expansion de la demande intérieure est d'autant plus manifeste qu'il est souhaitable de freiner la progression des revenus monétaires. Il importerait tout particulièrement, semble-t-il, d'empêcher que de fortes tensions s'exercent dans les secteurs qui, comme les services publics, le bâtiment et la construction, ne sont pas directement exposés à la concurrence étrangère, car ces tensions pourraient rendre plus difficile le transfert de main-d'œuvre vers les industries exportatrices et les branches qui doivent faire face à la concurrence de produits importés.

**PAGE BLANCHE**

*Annexe I*

**RÉSULTATS RELATIFS OBTENUS A L'EXPORTATION  
PAR LE DANEMARK 1965-1970**

**PAGE BLANCHE**

## RÉSULTATS RELATIFS OBTENUS A L'EXPORTATION PAR LE DANEMARK 1965-1970

On trouvera dans la présente annexe certaines des conclusions préliminaires d'une étude effectuée par le Secrétariat de l'OCDE sur les résultats relatifs à l'exportation obtenue par le Danemark. L'étude couvre 10 groupes de produits dans 23 régions géographiques, et analyse donc l'évolution qui s'est produite sur 230 marchés partiels. Certes, une classification en 10 catégories de produits seulement ne permet pas de tenir compte comme il le faudrait des particularités que présente la structure des exportations d'un pays donné. On a toutefois considéré que le souci d'assurer la comparabilité internationale des résultats devait l'emporter. Seule une approche commune permet de satisfaire à cette exigence élémentaire que la somme des gains et des pertes des différents pays doit être égale à zéro. Les résultats relatifs obtenus à l'exportation sont mesurés par la différence entre la croissance effective des exportations totales de la zone de l'OCDE sur ce même marché. Les agrégats correspondant au groupe de produits et/ou aux marchés géographiques sont pondérés en fonction de la part qu'ils occupaient dans les exportations de l'année précédente. Les moyennes sur plusieurs années sont pondérées de la même manière. Les données de base du commerce extérieur ont été corrigées des effets estimatifs des facteurs spéciaux énumérés dans le tableau i.

L'analyse des résultats relatifs obtenus à l'exportation montre que de 1964 à 1970 la balance commerciale et les parts de marché du Danemark ont évolué parallèlement (tableau b). De 1965 à 1967, les parts de marché ont accusé un recul croissant, après quoi elles ont remonté remarquablement jusqu'en 1969. Les résultats relatifs obtenus en 1970 ont été incontestablement la conséquence d'une situation conjoncturelle relative défavorable, mais des facteurs spéciaux peuvent également avoir eu un effet négatif. (Voir par exemple le groupe des produits chimiques, tableau b). Pour l'ensemble de la période 1965-1970, les parts de marché ont diminué en moyenne de 1.7 %. Ce chiffre recouvre des évolutions très disparates selon les régions géographiques, avec de fortes pertes sur les marchés de la CEE et des gains relativement importants sur ceux de l'AELE et de l'Amérique du Nord.

Si l'on considère l'ensemble des marchés, on constate que les pertes ont été particulièrement importantes dans le groupe de produits : produits alimentaires, boissons et tabac. La part de ce groupe de produits dans les exportations totales du Danemark a fléchi de 50 % environ en 1964 à quelque 36 % en 1970. Les parts de marché perdues dans ce seul secteur expliquent en grande partie la perte globale. Bien que la perte accusée par le secteur des produits alimentaires se soit concentrée sur le marché de la CEE, il est remarquable que des parts aient également été perdues sur celui de l'AELE.

Les résultats relatifs obtenus par le Danemark ont été particulièrement favorables dans trois groupes de produits : les produits textiles et chaussures,

les produits chimiques et les machines électriques. La part de ces trois groupes combinés dans le total des exportations danoises est passée de 15 % en 1964 à 22 % en 1970.

Les tableaux f et g (balance commerciale pour quatre groupes de produits et par régions) fournissent des renseignements complémentaires pour évaluer les résultats du commerce extérieur du Danemark au cours de la dernière décennie. Deux faits distincts en ressortent :

- (i) La croissance du déficit commercial global est imputable à la forte croissance du déficit des groupes des produits manufacturés et des combustibles (et, dans une moindre mesure, à la diminution de l'excédent du groupe des produits alimentaires). Par contre, le déficit du groupe matières premières a diminué.
- (ii) La balance commerciale avec la CEE s'est sensiblement dégradée, alors qu'aucune amélioration importante n'a été enregistrée dans le commerce avec les autres régions. Une certaine amélioration sur les marchés de l'AELE au cours de la première moitié de la dernière décennie a été plus que compensée par une forte détérioration au cours de la période suivante probablement due dans une certaine mesure aux effets de la dévaluation de la livre sterling et du mark finlandais.

Tableau a Résultats relatifs obtenus à l'exportation 1965-1970  
Gain ou perte en %

	CEE	Alle- magne	France	Pays- Bas	AELE	RU	Suède	Nor- vège	Fin- lande	EU	Ensem- ble du monde
Exportations du Danemark vers : pondération en 1970	22.8	12.9	2.4	2.4	49.5	19.0	16.9	7.2	2.4	8.1	100.0
Produits alimentaires, boissons et tabac	-14.8	-15.3	-19.1	-9.9	-1.7	-1.9	1.5	3.1	-3.3	4.4	-4.3
Matières premières	-1.7	-2.0	1.8	2.1	6.7	1.0	20.1	-6.0	-7.0	-13.2	-0.2
Produits textiles et chaussures	-4.8	-3.0	-10.3	-12.7	6.8	17.0	5.6	5.3	-7.3	0.7	4.9
Produits à base de bois et de papier	-6.2	-5.3	-8.4	-4.0	0.1	4.9	1.9	-4.1	-9.1	1.4	-1.8
Produits chimiques	-1.5	0.8	-5.1	-4.5	4.9	12.4	5.0	6.7	-4.5	10.9	2.2
Métaux communs	2.4	2.8	7.1	-3.0	1.4	13.1	1.3	-6.8	46.7	-15.9	1.3
Machines non électriques	-3.2	-5.3	0.9	-4.9	2.6	5.6	1.3	2.1	-1.1	-6.3	1.2
Machines électriques	-3.8	-8.0	-1.2	-3.0	6.2	18.8	6.3	6.3	1.5	7.9	2.6
Matériel de transport	-16.0	8.1	-50.1	4.0	1.4	4.7	4.3	-1.7	-5.8	-24.9	-2.9
Autres produits manufacturés	-16.5	-8.7	-3.5	-3.7	4.1	8.0	4.6	0.1	-1.2	-2.7	-0.1
Total	-9.0	-9.2	-10.8	-3.7	1.4	0.2	4.5	0.9	-1.5	0.8	-1.7

NOTE: Le tableau h indique les sections de la CTCI qui recouvrent les groupes de produits utilisés pour la présente analyse. Les résultats relatifs à l'exportation représentent la différence entre la croissance des exportations danoises et la croissance des exportations totales de la zone de l'OCDE sur le marché considéré. Pour calculer les moyennes sur la période 1965-1970, les pourcentages annuels de gain ou de perte ont été pondérés en fonction de la valeur des exportations danoises de l'année précédente sur le marché considéré.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

**Tableau b Résultats relatifs obtenus à l'exportation  
sur les principaux marchés définis par produits 1965-1970**  
Gain ou perte en %

	1970 % des expor- tations totales du Danemark	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1965-1970 moyennes <sup>1</sup>
Produits alimentaires, boissons et tabac	35.6	-1.7	-3.1	-7.0	-5.8	-0.0	-8.0	-4.3
Matières premières	7.7	11.6	4.0	-5.7	6.0	0.4	-12.4	-0.2
Produits textiles et chaussures	6.5	5.0	2.0	10.2	7.8	9.0	-1.7	4.9
Produits à base de bois et papier	4.9	3.0	-3.5	-2.5	1.8	-2.1	-4.4	-1.8
Produits chimiques	8.7	-0.7	3.3	8.5	6.7	10.3	-10.4	2.2
Métaux communs	1.9	-13.4	9.0	13.6	15.0	-17.3	4.7	1.3
Machines non électriques	13.1	5.2	-2.9	-2.9	-1.8	4.2	-3.3	0.2
Machines électriques	7.0	2.4	-2.6	1.3	10.3	11.5	-5.2	2.6
Matériel de transport	6.8	-15.1	10.7	-6.1	5.2	-3.8	-7.3	-2.9
Autres produits manufacturés	7.8	-10.0	-3.5	5.7	2.1	-2.9	4.6	-0.1
<b>Total pondéré</b>	<b>100.0</b>	<b>-0.8</b>	<b>-1.0</b>	<b>-3.0</b>	<b>-0.1</b>	<b>1.7</b>	<b>-6.1</b>	<b>-1.7</b>

1 Les résultats relatifs à l'exportation pour chaque année ont été pondérés en fonction des exportations danoises de l'année précédente sur le marché considéré.

NOTE Voir note du tableau a.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

**Tableau c Résultats relatifs obtenus à l'exportation  
sur le marché de la CEE, 1965-1970**  
Gain ou perte en %

	1970 % des expor- tations du Danemark vers la CEE	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1965-1970 moyennes
Produits alimentaires, boissons et tabac	35.8	-18.3	-10.3	-17.9	-10.1	-12.3	-19.6	-14.8
Matières premières	14.3	16.7	2.2	-5.8	8.7	-1.4	-20.9	-1.7
Produits textiles et chaussures	2.2	-9.8	-17.7	0.8	-31.4	-0.7	28.0	-4.8
Produits à base de bois et papier	5.6	6.6	-4.6	-10.4	-18.2	-9.3	-0.9	-6.2
Produits chimiques	7.9	-13.9	0.1	20.9	12.6	-0.6	-16.4	-1.5
Métaux communs	2.4	5.4	12.1	45.4	-1.3	-17.8	-3.4	2.4
Machines non électriques	14.1	-0.8	-5.5	-0.4	4.4	-8.3	-6.1	-3.2
Machines électriques	5.7	13.7	-3.9	-9.2	-6.5	0.1	-10.6	-3.8
Matériel de transport	3.7	-36.2	-26.6	-15.0	43.5	-42.0	4.1	-16.0
Autres produits manufacturés	8.4	-12.8	-10.8	2.5	-7.8	-10.3	-1.2	-6.5
<b>Total pondéré</b>	<b>100.0</b>	<b>-10.3</b>	<b>-7.7</b>	<b>-9.3</b>	<b>-3.3</b>	<b>-9.6</b>	<b>-12.9</b>	<b>-9.0</b>

NOTE Voir note du tableau a.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

**Tableau d Résultats de l'exportation obtenus sur le marché de l'AELE, 1965-1970**  
Gain ou perte en %

	1970 % des expor- tations du Danemark vers l'AELE	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1965-1970 moyennes
		Produits alimentaires, boissons et tabac	36.1	1.0	3.1	-5.9	-3.1	
Matières premières	6.3	14.5	4.2	2.5	8.3	8.5	4.3	6.7
Produits textiles et chaussures	10.9	9.3	6.2	16.0	13.0	9.5	-5.2	6.8
Produits à base de bois et papier	5.1	-0.9	-3.0	6.1	8.8	-1.7	-6.1	0.1
Produits chimiques	9.0	3.7	7.1	6.8	1.9	16.7	-4.2	4.9
Métaux communs	2.2	-21.8	5.2	10.2	27.4	-18.9	8.7	1.4
Machines non électriques	9.6	4.8	2.0	1.2	6.4	7.8	-4.3	2.6
Machines électriques	7.5	3.5	-0.1	5.1	16.9	5.0	5.5	6.2
Matériel de transport	5.0	9.9	55.6	5.3	2.5	-5.5	-25.8	1.4
Autres produits manufacturés	8.2	-6.5	5.1	7.7	11.2	-1.9	6.2	4.1
<b>Total pondéré</b>	<b>100.0</b>	<b>2.2</b>	<b>5.3</b>	<b>0.3</b>	<b>3.3</b>	<b>4.3</b>	<b>-5.0</b>	<b>1.4</b>

NOTE Voir note du tableau a.  
Source : Secrétariat de l'OCDE.

**Tableau e Résultats relatifs obtenus à l'exportation sur le marché des États-Unis, 1965-1970**  
Gain ou perte en %

	1970 % des expor- tations du Danemark vers les États-Unis	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1965-1970 moyennes
		Produits alimentaires, boissons et tabac	52.9	20.1	13.7	-14.4	-0.3	
Matières premières	5.2	2.7	9.4	-28.2	-0.7	-22.0	41.5	-13.2
Produits textiles et chaussures	4.4	-28.5	4.6	-27.4	14.2	16.6	17.9	0.7
Produits à base de bois et papier	6.6	6.2	-8.8	1.9	13.4	8.4	-8.7	1.4
Produits chimiques	6.7	4.0	8.9	18.5	77.0	30.8	-26.6	10.9
Métaux communs	0.1	155.8	-59.2	60.2	-77.9	113.0	-80.4	-15.9
Machines non électriques	5.8	26.1	-12.6	-16.1	-16.3	6.9	-10.7	-6.3
Machines électriques	10.3	-29.0	-27.3	50.8	43.1	70.6	-33.1	7.9
Matériel de transport	0.6	-44.4	3.8	13.7	-23.7	-20.8	-66.1	-24.9
Autres produits manufacturés	7.5	-20.6	-4.6	2.1	-4.0	7.9	-2.4	-2.7
<b>Total pondéré</b>	<b>100.0</b>	<b>7.4</b>	<b>6.6</b>	<b>-11.5</b>	<b>4.5</b>	<b>9.6</b>	<b>-6.8</b>	<b>0.8</b>

NOTE Voir note du tableau a.  
Source : Secrétariat de l'OCDE.

*Études économiques de l'OCDE*

**Tableau f Balance commerciale du Danemark par groupes de produits**  
En millions de dollars

CTCI <sup>1</sup>	1960	1965	1970
Produits alimentaires boissons et tabac (0 + 1)	562.0	727.0	757.0
<i>dont</i> : bière (112 — 3)	12.3	14.5	31.7
Matières premières (2 + 3 + 4) — (33)	-167.3	-154.9	-112.7
Pétrole et produits dérivés du pétrole (33)	-145.2	-211.2	-364.3
Produits manufacturés (5 + 6 + 7 + 8)	-581.6	-900.6	-1 377.0
<b>Total<sup>2</sup></b>	<b>-331.7</b>	<b>-538.0</b>	<b>-1 100.0</b>

1 Pour les définitions, voir le tableau h.

2 Y compris la section 9 de la CTCl.

Source : Statistiques du Commerce extérieur de l'OCDE, Série B.

**Tableau g Balance commerciale du Danemark par régions**  
En millions de dollars

	1960	1965	1970
CEE	-296.7	-378.5	-710.5
Allemagne	-134.0	-206.1	-402.8
France	-55.5	-41.7	-110.5
Pays-Bas	-80.9	-77.4	-98.4
AELE	-25.5	61.7	-165.4
Royaume-Uni	51.3	133.1	14.0
Suède	-44.9	-86.7	-144.6
Finlande	-11.0	-22.8	-51.3
Norvège	7.5	24.3	62.5
États-Unis	-40.4	-82.0	-64.3
Canada	7.8	9.3	2.4
Japon	-8.0	-27.3	-52.2
Autres pays	31.1	-121.2	-110.0
<b>Total</b>	<b>-331.7</b>	<b>-538.0</b>	<b>-1 100.0</b>

Source : Statistiques du Commerce Extérieur de l'OCDE, Série A.

Danemark

**Tableau h Sections de la CTCI couvertes par les groupes de produits  
utilisés pour l'analyse**

I (tableaux a-e)	
Produits alimentaires, boissons et tabac	0 + 1
Matières premières	(2 + 3 + 4) — (243 + 25 + 266 + 332)
Produits textiles et chaussures	61 + 65 + 83 + 84 + 85
Produits à base de bois et de papier	243 + 63 + 82 + 64 + 25 + 892
Produits chimiques	266 + 332 + 5 + 62 + 862
Métaux communs	67 + 68
Machines non électriques	71 — (711.4 + 711.5)
Machines électriques	72
Matériel de transport	73 + 711,4 + 711,5
Autres produits manufacturés	6 — (61 + 62 + 63 + 64 + 65 + 67 + 68) + 8 — (82 + 83 + 84 + 85 + 862 + 892)

II. Classification de la CTCI (tableau f)

- |    |  |
|----|--|
| 0  | Produits alimentaires et animaux vivants         |
| 1  | Boissons et tabac                                |
| 2  | Matières brutes                                  |
| 3  | Combustibles minéraux                            |
| 4  | Huiles et graisses d'origine animale ou végétale |
| 5  | Produits chimiques                               |
| 6  | Métaux communs                                   |
| 71 | Machines, à l'exception des machines électriques |
| 72 | Machines et appareils électriques                |
| 73 | Matériel de transport                            |
| 8  | Articles manufacturés divers                     |
| 9  | Articles non classés par catégorie               |

**Tableau i Corrections apportées aux chiffres annuels des exportations  
Avec indication des années en cause**

- |   |  |
|---|--|
| Corrections touchant certains produits et/ou marchés  |  |
| 1   | États-Unis : (a) livraison de blé au titre de la PL 480, 1964-1970<br>(b) accords d'Ottawa (exportations de voitures vers le Canada), 1964-1970  |
| 2   | Canada : (a) accords d'Ottawa (exportations de voitures vers les États-Unis), 1964-1970<br>(b) défalcation de l'ensemble des exportations de blé vers la zone sino-soviétique, 1964-1970 |
| 3   | Ensemble des pays de l'OCDE : pour le matériel de transport (sauf véhicules routiers), on a utilisé une moyenne mobile sur trois ans pour chaque marché pour les années 1965-1968        |
| <b>B Corrections faites pour éliminer l'incidence d'événements spéciaux touchant l'ensemble des produits et des marchés</b> |  |
| 1   | États-Unis : grève des dockers, 1964-1965 et 1968-1969   |
| 2   | Royaume-Uni : grève des dockers, 1967-1968   |
| 3   | Allemagne : taxe aux frontières, 1967-1968   |
| 4   | Japon : grève des marins, 1965-1966  |
| 5   | Canada : grève des dockers des États-Unis, 1969  |
| 6   | Suède : modifications des méthodes de comptabilisation, 1968   |

**PAGE BLANCHE**

***ANNEXE STATISTIQUE***

Tableau A Origine et utilisation des ressources  
Millions de couronnes, aux prix courants

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Dépenses des consommateurs en biens et services	26 926	29 942	33 651	35 544	39 870	43 747	48 609	53 401	58 208	65 695	72 510	78 005
Dépenses courantes de l'État en biens et services	5 202	6 255	7 402	8 010	9 215	10 836	12 481	14 435	16 659	18 678	22 052	25 605
Formation brute de capital fixe	11 293	13 134	14 962	15 310	18 834	20 931	23 149	25 877	27 381	31 540	35 426	38 605
Variations de stocks	1 413	681	1 210	-3	925	1 475	495	-406	68	791	214	-715
<b>DÉPENSES INTÉRIEURES</b>	<b>44 834</b>	<b>50 012</b>	<b>57 225</b>	<b>58 861</b>	<b>68 844</b>	<b>76 989</b>	<b>84 734</b>	<b>93 307</b>	<b>102 317</b>	<b>116 704</b>	<b>130 202</b>	<b>141 500</b>
Exportations de biens et services <sup>1</sup>	13 836	14 253	15 323	17 327	19 447	21 439	22 933	24 158	27 169	30 721	34 596	37 676
Importations de biens et services <sup>1</sup>	14 240	14 890	16 862	17 003	20 595	22 363	23 957	25 669	28 294	32 935	37 751	39 731
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT<sup>2</sup></b> <b>AUX PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>44 430</b>	<b>49 375</b>	<b>55 686</b>	<b>59 185</b>	<b>67 696</b>	<b>76 065</b>	<b>83 710</b>	<b>91 796</b>	<b>101 192</b>	<b>114 490</b>	<b>127 047</b>	<b>139 445</b>
Impôts indirects	4 033	4 517	5 507	6 328	7 258	8 355	9 716	10 935	11 874	14 055	15 461	17 050
Subventions	126	517	589	619	633	581	746	1 007				
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT<sup>2</sup></b> <b>AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>40 523</b>	<b>45 375</b>	<b>50 768</b>	<b>53 476</b>	<b>61 071</b>	<b>68 291</b>	<b>74 740</b>	<b>81 868</b>	<b>89 318</b>	<b>100 435</b>	<b>111 586</b>	<b>122 395</b>

1 Non compris les revenus des facteurs.

2 Y compris les réparations et l'entretien.

Source : Comptes nationaux du Danemark.

**Tableau B Origine et utilisation des ressources**  
Millions de couronnes, aux prix de 1955

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Dépenses des consommateurs en biens et services	24 107	25 976	27 608	27 528	29 885	30 985	32 375	33 747	34 223	37 578	39 262	39 985
Dépenses courantes de l'État en biens et services	4 295	4 523	4 979	5 117	5 514	5 709	6 054	6 518	6 911	7 382	7 753	8 304
Formation brute de capital fixe	9 980	10 917	11 916	11 571	13 738	14 258	14 950	15 943	15 905	17 539	18 503	18 915
Variation de stocks	1 400	675	1 160	-69	831	1 274	423	-311	275	633	209	-430
<b>DÉPENSES INTÉRIEURES</b>	<b>39 782</b>	<b>42 091</b>	<b>45 663</b>	<b>44 147</b>	<b>49 968</b>	<b>52 226</b>	<b>53 802</b>	<b>55 897</b>	<b>57 314</b>	<b>63 132</b>	<b>65 727</b>	<b>66 774</b>
Exportations de biens et services <sup>1</sup>	13 733	14 333	15 099	16 617	18 083	19 518	20 258	21 546	23 454	25 612	27 012	28 100
Importations de biens et services <sup>1</sup>	14 603	15 224	17 290	17 092	20 477	21 887	23 028	24 433	25 490	29 194	31 386	31 380
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT<sup>2</sup></b> <b>AUX PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>38 912</b>	<b>41 200</b>	<b>43 472</b>	<b>43 672</b>	<b>47 574</b>	<b>49 857</b>	<b>51 032</b>	<b>53 010</b>	<b>55 278</b>	<b>59 550</b>	<b>61 353</b>	<b>63 493</b>
Impôts indirects sans les subventions	3 298	3 608	3 774	3 822	4 216	4 315	4 510	4 584	4 650	5 000	5 200	5 400
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT<sup>2</sup></b> <b>AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>35 614</b>	<b>37 592</b>	<b>39 698</b>	<b>39 850</b>	<b>43 358</b>	<b>45 542</b>	<b>46 664</b>	<b>48 609</b>	<b>50 628</b>	<b>54 550</b>	<b>56 153</b>	<b>58 094</b>

1 Non compris les revenus des facteurs.

2 Y compris les réparations et l'entretien.

Source : Comptes nationaux du Danemark.

Tableau C Produit intérieur brut par branche d'activité  
Millions de couronnes, aux prix courants

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Agriculture, sylviculture, chasse, etc.	5 648	5 921	6 139	6 390	7 194	7 138	7 261	7 323	7 454	8 397	8 108	8 599
Pêche	231	261	298	303	373	463	454	398	511	546	636	650
Industries extractives et manufacturières	12 028	13 265	15 222	15 725	17 937	19 943	21 471	22 912	25 248	28 528	31 680	34 200
Électricité, gaz et eau	726	765	829	917	1 032	1 207	1 374	1 534	1 676	1 855	2 033	1 950
Bâtiment et travaux publics	3 033	3 695	4 120	4 255	5 310	6 160	6 785	8 030	8 380	9 830	10 615	11 520
Transports maritimes	1 036	1 037	1 072	1 145	1 280	1 432	1 514	1 669	1 946	2 055	2 340	2 417
Autres transports et communications	2 906	3 239	3 642	4 026	4 478	5 090	5 759	6 399	6 934	7 664	8 497	9 423
Commerce de gros et de détail	6 125	6 700	7 500	7 800	8 900	9 900	10 700	11 450	12 050	13 310	14 795	16 025
Banques, assurances et affaires immobilières	1 026	1 271	1 313	1 454	1 662	1 887	2 133	2 403	2 645	3 174	3 494	3 970
Propriétés immobilières	2 076	2 285	2 514	2 762	3 006	3 378	3 800	4 431	5 059	5 635	6 339	7 163
Services publics	3 818	4 824	5 743	6 143	7 120	8 547	9 963	11 515	13 317	14 891	17 863	20 815
Divers services privés <sup>1</sup>	1 870	2 112	2 376	2 556	2 779	3 146	3 526	3 774	4 098	4 550	5 186	5 663
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT<sup>2</sup></b>												
<b>AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>40 523</b>	<b>45 375</b>	<b>50 768</b>	<b>53 476</b>	<b>61 071</b>	<b>68 291</b>	<b>74 740</b>	<b>81 868</b>	<b>89 318</b>	<b>100 435</b>	<b>111 586</b>	<b>122 395</b>

1 Concerne le personnel des hôtels, restaurants, cinémas et autres secteurs dans les services privés, n.d.a.

2 Y compris les réparations et l'entretien.

Source : Comptes nationaux du Danemark (de 1968 à 1971 tiré de Statistiske Efterretninger).

**Tableau D Produit intérieur brut par branche d'activité**  
Millions de couronnes, aux prix de 1955

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1968	1970	1971
Agriculture, sylviculture, chasse, etc.	5 807	6 004	6 035	5 672	6 020	6 243	5 995	6 038	6 367	6 245	5 581	6 048
Pêche	220	255	280	294	314	311	296	372	468	429	388	410
Industries extractives et manufacturières	10 181	10 668	11 551	11 658	12 929	13 725	14 002	14 471	15 301	16 909	17 675	17 975
Électricité, gaz et eau	630	645	743	854	915	969	1 090	1 170	1 482	2 009	2 293	2 202
Bâtiment et travaux publics	2 605	2 880	3 030	3 000	3 530	3 760	3 835	4 195	4 050	4 430	3 545	4 665
Transports maritimes	975	1 003	1 014	1 022	1 090	1 147	1 239	1 301	1 392	1 476	1 518	1 560
Autres transports et communications	2 496	2 637	2 796	2 912	3 056	3 197	3 365	3 512	3 681	3 908	4 091	4 238
Commerce de gros et de détail	5 635	5 945	6 265	6 300	6 900	7 250	7 425	7 600	7 750	8 300	8 700	9 000
Banques, assurances et affaires immobilières	928	1 103	1 066	1 112	1 214	1 274	1 251	1 325	1 369	1 590	1 646	1 775
Propriétés immobilières	1 609	1 674	1 746	1 822	1 898	1 989	2 059	2 149	2 249	2 349	2 463	2 578
Services publics	3 050	3 277	3 622	3 659	3 921	4 089	4 363	4 699	4 925	5 222	5 525	5 909
Divers services privés <sup>1</sup>	1 475	1 501	1 550	1 545	1 571	1 588	1 602	1 594	1 594	1 683	1 728	1 734
<b>PRODUIT INTÉRIEUR BRUT<sup>2</sup></b>												
<b>AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>35 614</b>	<b>37 592</b>	<b>39 698</b>	<b>39 850</b>	<b>43 358</b>	<b>45 542</b>	<b>46 522</b>	<b>48 426</b>	<b>50 628</b>	<b>54 550</b>	<b>56 153</b>	<b>58 094</b>

1 Concerne le personnel des hôtels, restaurants, cinémas et autres secteurs dans les services privés n.d.a.

2 Y compris les réparations et l'entretien.

Source : Comptes nationaux du Danemark (de 1968 à 1971 tiré de Statistiske Efterretninger).

**Tableau E Formation brute de capital fixe<sup>1</sup>**  
Millions de couronnes, aux prix de 1963

	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
<b>FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE, TOTAL</b>	8 270	9 057	10 139	11 130	10 830	13 218	13 770	14 442	15 626	15 444	17 713	18 464
<b>VENTILATION PAR PRODUITS :</b>												
Logements	1 480	1 555	1 808	1 954	1 890	2 424	2 610	2 655	3 126	2 830	3 546	3 369
Autres bâtiments	1 399	1 674	1 830	1 979	1 895	2 211	2 503	2 498	2 672	2 632	3 163	3 395
Autres constructions et ouvrages	1 077	1 173	1 364	1 369	1 485	1 813	1 897	1 897	2 048	2 040	2 080	2 072
Matériel de transport et matériel divers	4 314	4 655	5 137	5 828	5 560	6 770	6 760	7 393	7 780	7 942	8 924	9 628
<b>VENTILATION PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ :</b>												
Agriculture, sylviculture et pêche	810	982	1 003	939	995	1 131	1 115	1 085	1 020	860	864	
Industries extractives												
Industries manufacturières	1 091	1 501	1 727	1 857	1 640	1 897	2 060	1 874	1 916	1 577	2 043	
Électricité, gaz et eau	323	385	354	402	529	698	625	669	745	899	791	
Transport et communications	1 701	1 686	1 838	1 928	1 734	2 363	2 540	2 931	3 019	3 191	3 042	
Logements	1 480	1 555	1 808	1 954	1 890	2 424	2 610	2 655	3 126	2 830	3 546	
Administrations publiques	128	136	154	149	155	199	245	244	278	304	410	
Autres services et constructions	2 737	2 812	3 255	3 901	3 887	4 506	4 575	4 985	5 522	5 783	7 017	
<b>VENTILATION PAR SECTEURS :</b>												
Entreprises privées	6 396	7 034	7 886	8 668	8 280	10 188	10 433	10 970	11 733	11 249	13 130	
Entreprises publiques	931	1 007	1 065	1 121	1 280	1 515	1 531	1 533	1 589	1 764	1 675	
État	943	1 016	1 188	1 341	1 270	1 515	1 806	1 940	2 304	2 431	2 908	

n.d.

n.d.

<sup>1</sup> Selon la définition employée par l'OCDE.

Source : Mémoire soumis par le Danemark à l'OCDE.

Tableau F Dépenses des consommateurs en biens et services  
Millions de couronnes

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
<i>Aux prix courants</i>												
Alimentation, boissons et tabac	8 983	9 720	10 798	11 726	12 885	13 873	15 284	16 315	17 854	19 864	22 176	24 323
Habillement et chaussures	2 347	2 677	2 956	2 983	3 227	3 638	3 699	3 906	3 980	4 384	4 716	4 828
Loyers	2 231	2 456	2 702	2 968	3 231	3 631	4 064	4 703	5 362	5 949	6 634	7 429
Biens de consommation durables <sup>1</sup>	4 894	5 507	6 363	6 237	7 390	7 914	9 161	9 972	10 543	12 827	13 928	14 700
Autres biens	3 920	4 430	4 987	5 391	6 323	7 038	7 878	8 852	9 819	10 838	11 872	12 602
Autres services	4 551	5 152	5 912	6 239	6 814	7 653	8 523	9 653	10 651	11 833	13 184	14 123
<b>TOTAL</b>	<b>26 926</b>	<b>29 942</b>	<b>33 651</b>	<b>35 544</b>	<b>39 870</b>	<b>43 747</b>	<b>48 609</b>	<b>53 401</b>	<b>58 209</b>	<b>65 695</b>	<b>72 510</b>	<b>78 005</b>
<i>Aux prix de 1955</i>												
Alimentation, boissons et tabac	8 418	8 856	9 162	9 297	9 836	9 964	10 343	10 456	10 579	11 389	15 825	12 574
Habillement et chaussures	2 112	2 364	2 531	2 525	2 703	2 983	2 941	3 066	3 026	3 313	3 474	3 454
Loyers	1 728	1 798	1 875	1 957	2 038	2 136	2 211	2 308	2 415	2 523	2 645	2 768
Biens de consommation durables <sup>1</sup>	4 453	4 919	5 552	5 114	5 944	6 038	6 602	6 957	6 922	8 367	8 643	8 833
Autres biens	3 586	3 938	4 146	4 273	4 825	5 133	5 440	5 874	6 118	6 457	6 659	6 533
Autres services	3 810	4 101	4 342	4 362	4 539	4 731	4 838	5 086	5 163	5 529	5 742	5 823
<b>TOTAL</b>	<b>24 107</b>	<b>25 976</b>	<b>27 608</b>	<b>27 528</b>	<b>29 885</b>	<b>30 985</b>	<b>32 375</b>	<b>33 747</b>	<b>34 223</b>	<b>37 578</b>	<b>39 262</b>	<b>39 985</b>

<sup>1</sup> Y compris l'entretien des voitures particulières.

Source : Comptes nationaux du Danemark.

**Tableau G Recettes et dépenses de l'Administration centrale<sup>1</sup>**  
**Exercice financier : 1<sup>er</sup> avril-31 mars**  
**Millions de couronnes**

	1961/62	1962/63	1963/64	1964/65	1965/66	1966/67	1967	1968	1969
<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>8 608</b>	<b>10 461</b>	<b>11 767</b>	<b>13 220</b>	<b>15 520</b>	<b>18 166</b>	<b>19 874</b>	<b>23 827</b>	<b>26 789</b>
Impôts directs	3 281	4 032	4 410	4 909	5 956	7 253	7 421	9 007	9 625
Impôts indirects	4 842	5 880	6 710	7 762	8 935	10 220	11 478	13 774	16 276
Autres recettes	485	549	616	549	629	693	975	1 046	888
<b>DÉPENSES COURANTES</b>	<b>7 356</b>	<b>8 623</b>	<b>9 676</b>	<b>10 767</b>	<b>12 488</b>	<b>14 545</b>	<b>17 080</b>	<b>20 146</b>	<b>23 349</b>
Achats de biens et de services	2 825	3 404	3 667	4 155	4 880	5 444	6 316	7 003	8 228
Dépenses militaires	1 192	1 515	1 577	1 788	1 882	1 975	2 344	2 372	2 551
Dépenses civiles	1 633	1 889	2 090	2 367	2 998	3 469	3 972	4 631	5 677
Subventions	511	580	609	622	569	734	993	1 328	1 432
Intérêts	260	259	284	303	309	300	287	263	274
Transferts courants	3 760	4 380	5 116	5 687	6 730	8 067	9 484	11 552	13 415
<b>ÉPARGNE COURANTE NETTE</b>	<b>1 252</b>	<b>1 838</b>	<b>2 091</b>	<b>2 453</b>	<b>3 022</b>	<b>3 621</b>	<b>2 794</b>	<b>3 681</b>	<b>3 440</b>
Provisions pour amortissements et autres	76	84	96	114	121	148	159	173	195
<b>ÉPARGNE BRUTE</b>	<b>1 328</b>	<b>1 922</b>	<b>2 187</b>	<b>2 567</b>	<b>3 153</b>	<b>3 769</b>	<b>2 953</b>	<b>3 854</b>	<b>3 635</b>
Formation brute de capital fixe	-501	-562	-616	-682	-962	-1 134	-1 334	-1 492	-1 600
<b>ÉPARGNE FINANCIÈRE<sup>2</sup></b>	<b>827</b>	<b>1 360</b>	<b>1 571</b>	<b>1 885</b>	<b>2 191</b>	<b>2 635</b>	<b>1 619</b>	<b>2 362</b>	<b>2 035</b>
Prêts	-351	-195	-285	-240	-344	-326	-414	-648	-718
Transferts nets des capitaux aux autres secteurs	-452	-514	-536	-516	-650	-760	-732	-1 055	-1 313
Autres transactions en capital	-272	-121	-130	100	-349	-227	-339	-291	-747
Emprunts <sup>3</sup>	248	-474	-662	-1 238	-783	-1 280	-145	-347	-751
<b>VARIATION NETTE DE L'ENCAISSE</b>	<b>—</b>	<b>56</b>	<b>-42</b>	<b>-9</b>	<b>65</b>	<b>42</b>	<b>-11</b>	<b>21</b>	<b>n.d.</b>

1 Selon la définition employée par l'OCDE.

2 Solde du budget ordinaire et d'investissements fixes.

3 « -- » = remboursements nets.

Source : Mémoire soumis par le Danemark à l'OCDE.

Tableau H Balance des paiements et avoir extérieurs  
Millions de dollars

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
Exportations, fob	1 531	1 659	1 898	2 105	2 302	2 426	2 505	2 606	2 982	3 320
Importations, fob	-1 772	-2 021	-2 009	-2 479	-2 670	-2 829	-2 963	-3 060	-3 612	-4 106
<b>BALANCE COMMERCIALE</b>	<b>241</b>	<b>-362</b>	<b>-111</b>	<b>-374</b>	<b>-368</b>	<b>-403</b>	<b>-458</b>	<b>-454</b>	<b>-630</b>	<b>-786</b>
Fret et transports	70	69	68	78	85	93	108	143	153	135
Tourisme	30	21	24	30	25	15	-6	3	12	41
Revenus d'investissements	-5	-3	-8	-10	-13	-18	-23	-28	-39	-31
Transactions du secteur public	-1	-3	4	9	7	20	8	10	11	11
Autres services	36	38	53	78	89	96	97	104	113	130
<b>BALANCE DES BIENS ET SERVICES</b>	<b>-111</b>	<b>-240</b>	<b>30</b>	<b>-189</b>	<b>-175</b>	<b>-197</b>	<b>-274</b>	<b>-222</b>	<b>-380</b>	<b>-500</b>
Transferts unilatéraux nets	1	—	-6	-9	-8	-13	-13	6	-30	-39
<b>BALANCE DES OPÉRATIONS COURANTES</b>	<b>-110</b>	<b>-240</b>	<b>24</b>	<b>-198</b>	<b>-183</b>	<b>-210</b>	<b>-287</b>	<b>-216</b>	<b>-410</b>	<b>-539</b>
Mouvements de capitaux du secteur privé, nets <sup>1</sup>	71	112	106	221	147	207	185	80	187	387
Emprunts nets des collectivités locales	7	6	56	44	11	1	13	22	43	20
Emprunts nets de l'Administration centrale	-1	28	35	23	5	-7	5	50	50	57
Erreurs et omissions	8	12	21	25	53	47	50	39	56	79
<b>BALANCE GLOBALE</b>	<b>-25</b>	<b>-82</b>	<b>242</b>	<b>115</b>	<b>20</b>	<b>22</b>	<b>-39</b>	<b>-20</b>	<b>-74</b>	<b>4</b>
Allocation de Droits de Tirages Spéciaux	..	..	..	..	..	..	..	..	..	27
Accroissements des avoirs extérieurs nets des banques commerciales	-21	-59	27	-52	79	12	14	67	-75	-6
Accroissement des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale <sup>2</sup>	-4	-23	215	167	-59	10	-53	-87	1	37
Réserves d'or, avoirs nets en devises de la Banque centrale et des banques commerciales et position nette auprès du FMI <sup>3</sup>	246	168	413	531	532 <sup>4</sup>	564	512	506	431	462

1 Y compris les sociétés d'intérêt public.

2 Y compris les paiements au FMI.

3 Les données en fin de période figurent dans Central Bank Monetary Review.

4 Depuis 1965, ce poste comprend certains engagements contractés par les banques commerciales au titre d'opérations intérieures. Ces engagements s'élevaient à 19 millions de dollars à la fin de 1964.

Source : Mémoire soumis par le Danemark à l'OCDE.

Tableau I Marché de l'emploi et production (continue page suivante)

	Marché de l'emploi								Industries manufacturières							
	Nombre d'assurés <sup>1</sup> Milliers	Chômeurs assurés						Offres d'emploi non satisfaites <sup>1</sup> Milliers	Nombre de personnes employées <sup>2</sup>			Nombre d'heures travaillées		Volume des ventes		
		Milliers		Pourcentage des assurés sociaux					Total	Salariées	Appointées	1963 = 100		1963 = 100		
		Brut	Corr.	Total	Hommes non qualifiés	Hommes qualifiés						Femmes	Brut	Corr.	Brut	Corr.
						Bâtiment	Autres secteurs									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
1964	728.6	18.5	..	2.4	4.7	2.0	1.2	1.3	..	400.8	309.1	91.7	102.8	..	113	..
1965	741.5	16.1	..	2.0	4.2	2.0	0.9	1.0	..	403.6	310.3	93.3	103.6	..	120	..
1966	750.3	18.3	..	2.3	4.7	2.9	1.1	1.0	..	399.6	303.9	95.7	98.2	..	122	..
1967	756.7	21.8	..	2.7	5.3	2.6	1.7	1.4	..	381.3	287.5	93.8	92.3	..	126	..
1968	773.0	38.7	..	5.0	8.3	5.1	3.2	3.3	..	375.4	282.5	93.4	88.4	..	130	..
1969	800.5	31.2	..	3.9	6.3	3.6	2.2	3.4	4 574	396.7	301.0	95.7	92.6	..	145	..
1970	811.7	23.9	..	2.9	5.1	3.2	1.5	2.3	4 823	407.2	307.8	99.4	92.2	..	149	..
1971	815.2	29.9	..	3.7	5.8	5.1	2.0	2.9	2 881	398.0	295.6	102.4	88.0	..	..	..
Trimestres :																
1968 1	766.6	58.7	38.3	7.6	14.4	8.9	4.3	3.3	..	370.7	276.8	93.9	91.3	89.0	122	128
2	769.5	29.3	38.2	3.8	5.8	3.4	2.8	2.9	..	372.5	279.1	93.4	91.6	87.8	127	125
3	774.0	21.5	35.9	2.8	4.0	1.7	2.3	2.8	..	377.9	284.6	93.3	81.0	88.4	127	130
4	781.8	43.5	40.6	5.5	8.6	6.1	3.5	4.6	..	379.1	286.0	93.1	89.6	88.2	143	135
1969 1	791.9	57.9	37.1	7.3	14.1	7.8	3.6	3.9	..	381.0	287.3	93.7	93.1	90.8	135	142
2	797.0	20.4	29.5	2.5	3.6	1.7	1.7	2.9	..	387.9	293.7	94.2	97.2	93.0	144	142
3	802.5	12.7	27.4	1.6	1.7	0.4	1.2	2.5	..	393.0	298.4	94.6	85.1	92.9	144	147
4	810.5	33.8	30.8	4.2	6.2	4.4	2.3	4.4	4 574	394.5	299.1	95.4	94.8	93.5	157	149
1970 1	814.7	47.1	26.1	5.8	12.2	5.6	2.3	3.0	7 467	404.7	306.7	98.0	94.4	92.2	134	139
2	809.8	14.0	23.3	1.7	2.4	1.4	1.1	2.0	11 940	407.6	308.6	99.0	97.5	93.1	156	154
3	809.2	9.3	24.2	1.2	1.3	0.8	0.9	1.4	9 527	409.5	309.5	100.0	84.5	92.4	149	152
4	813.5	26.0	23.0	3.2	4.9	5.0	1.8	2.6	4 823	407.7	307.0	100.7	92.2	91.0	160	153
1971 1	811.3	42.2	20.9	5.2	9.7	7.9	2.3	2.6	4 387	403.1	300.0	103.1	92.2	90.1	144	151
2	813.7	21.1	30.6	2.6	3.5	3.8	1.5	2.6	4 683	400.8	297.9	102.9	93.1	88.9	154	153
3	816.1	18.6	33.5	2.3	3.1	2.4	1.5	2.4	3 971	397.5	295.3	102.2	80.2	88.2	..	..
4	819.6	37.5	34.5	4.6	6.8	6.4	2.7	4.0	2 31	390.7	289.1	101.6	86.7	85.5	..	..
1972 1	819.4	53.0	31.6	6.5	11.4	9.0	3.4	3.8	3 583	..	..	..	87.4	..	..	..

1 Moyennes des chiffres relevés en fin de mois.

2 Fin de période.

3 A partir de 1965 nouvelle série, non comparable avec les chiffres de 1963 et 1964.

Sources : Statistiske Efterretninger (et son supplément : Economic Trends), Nyt fra Danmarks Statistik (Bureau central de statistique), Principaux indicateurs économiques de l'OCDE et Secrétariat de l'OCDE.

Tableau I Marché de l'emploi et production (suite)

	Bâtiment et travaux publics										Agric- culture	Commerce de détail				Stocks de matières prem. <sup>2</sup>	
	Toutes zones		Zones urbaines <sup>1</sup>						Nombre de per- sonnes em- ployées <sup>3</sup>	Pro- duction animale 1963 = 100	Volume des ventes <sup>4</sup> 1968 = 100		Valeur des ventes 1963 = 100		Immatricu- lations de voitures parti- culières	Millions de cour. Prix de 1955	
	Mises en chantier	En cours en fin de période	Logements		Bâtim. industr.		Autres				Total	Alimen- tation	Brut	Corr.			
			Mis en chantier	En cours fin pér.	Mis en chantier	En cours, fin pér.	Mis en chantier	En cours, fin pér.	Corr.								
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32		
1964	8 761	7 954	3 712	3 786	2 204	2 105	535	973	..	100	..	..	108	..	97 058	2 523	
1965	8 083	8 198	3 385	3 920	2 095	2 035	616	1 106	..	104	..	..	120	..	82 980	2 617	
1966	9 164	9 749	4 338	4 996	2 018	2 079	967	1 467	..	104	..	..	131	..	98 616	2 643	
1967	9 161	10 325	4 195	5 214	2 059	2 066	1 118	1 881	..	105	..	..	143	..	94 745	2 710	
1968	8 487	10 712	4 118	5 259	1 737	2 039	1 097	2 120	..	103	..	..	156	..	89 693	2 693	
1969	10 321	11 989	6 692	7 009	2 527	2 585	1 102	2 395	..	99	108	107	171	..	116 814	2 757	
1970	9 619	11 574	5 670	6 527	2 442	2 515	1 508	2 531	..	99	113	112	191	..	108 634	2 974	
1971	10 080	11 426	6 345	6 527	2 470	2 495	1 265	2 404	..	100	117	117	207	..	103 797	2 948	
Trimestres :																	
1968	1	3 756	727	5 030	432	2 042	205	1 934	133.5	105	..	..	142	153	29 243	2 539	
	2		10 300	1 144	5 208	381	1 986	187	1 937	147.2	107	..	..	149	151	20 604	2 570
	3		..	1 271	5 448	482	2 058	318	1 968	153.7	100	..	..	154	156	19 414	2 633
	4		4 731	10 712	976	5 259	442	2 039	387	2 120	151.6	..	..	178	162	20 432	2 793
1969	1	2 287	10 976	1 450	6 333	560	2 317	278	2 347	134.8	97	..	..	152	165	29 856	2 547
	2	2 913	11 870	1 970	6 953	675	2 495	269	2 422	182.0 <sup>5</sup>	105	..	..	166	168	38 267	2 648
	3	2 848	12 470	1 834	7 377	740	2 745	274	2 349	186.6	99	..	..	172	173	26 413	2 744
	4	2 273	11 989	1 438	7 009	553	2 585	281	2 395	183.4	97	..	..	197	180	22 278	2 757
1970	1	2 311	11 931	1 327	6 849	551	2 529	433	2 553	160.7	99	112	110	171	185	27 709	2 795
	2	2 458	11 992	1 544	6 878	619	2 551	295	2 564	182.6	104	114	112	188	191	45 666	2 792
	3	2 846	12 517	1 729	7 231	652	2 671	464	2 615	189.3	98	113	113	190	192	17 337	2 909
	4	2 005	11 574	1 070	6 527	620	2 515	315	2 531	184.5	94	114	113	216	196	17 922	2 974
1971	1	1 981	10 916	1 147	5 882	577	2 534	257	2 500	168.7	100	115	113	181	198	26 507	2 826
	2	2 607	11 082	1 743	6 157	569	2 513	295	2 412	179.0	105	117	117	202	205	30 772	2 924
	3	3 028	11 643	1 832	6 574	798	2 623	398	2 445	185.6	98	119	118	207	209	23 316	2 961
	4	2 465	11 426	1 623	6 527	527	2 495	315	2 404	177.2	97	119	118	236	215	23 202	2 948
1972	1	2 527	11 602	1 797	6 758	547	2 488	184	2 357	159.3	96	120	119	203	218	21 606	

1 1962-1968 seulement les zones urbaines; depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 1969 y compris aussi les autres zones.

2 Février, mai, août, novembre.

3 Nouvelle base depuis le 2<sup>e</sup> semestre 1969.

4 Nouvelle série.

5 Dans les industries manufacturières et le commerce, sucre exclu. Les données en fin de période.

Sources : Statistiske Efterretninger, Nyt fra Danmarks Statistik et Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Tableau J Commerce extérieur, total et par région  
Millions de dollars, taux mensuels

	Importations totales caf		Exportations totales fob		Importations par région						Exportations par région					
					Pays de l'OCDE			Non-membres de l'OCDE			Pays de l'OCDE			Non-membres de l'OCDE		
	Brut	Corr.	Brut	Corr.	Total	CEE	AELE	Europe de l'Est	Autres pays dével.	Pays en voie de dével.	Total	CEE	AELE	Europe de l'Est	Autres pays dével.	Pays en voie de dével.
33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	
1964	216	..	173	..	190.9	79.0	88.6	8.2	0.5	17.1	151.5	47.0	83.9	6.6	1.7	13.5
1965	234	..	189	..	206.3	83.3	96.3	9.5	1.1	26.8	164.1	51.8	90.4	8.0	1.9	17.9
1966	249	..	200	..	208.7	85.7	93.9	10.5	1.4	27.7	170.5	50.9	96.6	8.2	1.5	18.2
1967	261	..	206	..	220.4	85.5	104.1	10.1	1.3	28.8	175.0	47.1	105.4	8.4	2.0	18.8
1968	268	..	215	..	226.7	87.6	107.6	9.9	1.0	29.4	184.5	50.2	108.7	7.4	1.8	19.7
1969	317	..	246	..	271.3	106.3	130.6	10.9	1.1	32.6	209.0	56.7	121.8	8.5	2.1	25.3
1970	365	..	274	..	313.7	121.4	151.6	12.3	1.3	37.2	232.0	62.2	138.2	9.5	2.7	28.2
1971	382	..	301	..	326.5	121.6	159.3	11.6	1.5	41.5	255.0	67.4	152.8	11.8	2.8	29.6
8 Trimestres :																
1968 1	258	255	209	212	217.3	80.0	102.6	9.8	0.8	29.7	180.4	51.6	105.1	8.0	1.5	17.1
2	264	264	207	207	224.5	88.5	104.5	8.9	1.4	28.3	177.2	47.1	103.7	5.4	1.9	20.5
3	255	268	211	219	215.5	85.2	101.4	10.0	1.3	27.5	182.5	47.6	107.8	6.8	1.9	18.4
4	295	279	230	217	250.2	96.8	121.7	11.0	0.7	32.1	194.2	53.4	113.7	9.6	1.8	22.9
1969 1	292	294	235	242	247.4	95.8	124.2	10.4	0.8	33.2	199.1	57.4	116.3	8.6	1.7	23.8
2	320	321	248	248	276.2	104.5	129.7	10.7	1.7	31.1	211.3	58.4	120.5	10.2	2.2	22.6
3	308	324	232	240	263.0	108.2	124.4	11.0	1.3	32.2	199.8	51.9	117.5	6.4	2.1	22.5
4	346	328	271	255	298.8	116.7	144.4	11.5	0.8	34.0	225.6	59.4	132.8	8.6	2.5	32.2
1970 1	339	349	253	264	294.8	113.5	142.9	10.8	1.1	31.6	217.7	62.6	124.7	9.0	2.6	21.9
2	385	376	276	272	331.4	134.2	155.6	13.3	2.0	37.2	228.6	61.8	134.9	12.4	2.6	30.9
3	336	353	267	276	287.4	112.5	136.5	11.4	1.1	35.1	224.2	58.4	135.1	6.1	2.7	32.3
4	403	383	301	284	341.9	126.0	171.6	13.8	1.2	44.6	258.4	66.0	158.6	10.2	2.8	27.6
1971 1	367	365	272	279	312.1	117.0	155.5	10.0	1.2	42.4	231.2	64.3	137.4	10.2	2.3	26.3
2	378	379	304	305	325.4	120.6	158.4	10.7	2.3	38.3	258.6	68.2	154.8	12.2	3.0	28.1
3	346	364	291	300	292.0	111.5	139.3	11.5	1.2	40.4	248.3	63.1	147.9	9.1	2.8	28.8
4	405	384	338	318	348.0	127.6	170.7	13.1	1.4	41.1	281.8	74.2	170.9	15.7	3.1	35.1
1972 1	397	393	346	352	342.0	128.0	165.4	10.3	1.2	42.8	292.5	79.5	171.9	12.7	2.4	36.6

Sources : Statistiques du commerce extérieur de l'OCDE, série A et Monthly Bulletin of Foreign Trade du Danemark.

Tableau K Importations : valeur, volume, prix et par groupe de marchandises

	Importations caf			Importations : total et par groupe de marchandises (millions de couronnes)												
	1965 = 100			Total	Prod. alim., boissons, tabac	Mat. prem. pour l'agriculture	Autres matières premières	Combustibles, etc.	Métaux de base	Machines et autres matériels	Voitures de tourisme, etc.	Autos-mobiles	Textiles	Vêtements,	Instruments etc.	Autres biens
	Valeur en cour.	Volume	Prix en cour.													
		Navires et avions non compris														
49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	
1964	92.8	94	99	18 017	1 455	933	3 053	1 917	1 627	2 829	..	..	1 235	299	310	2 654
1965	100.0	100	100	19 423	1 552	986	3 368	1 879	1 930	2 991	1 192	614	1 309	322	363	3 013
1966	106.3	105	101	20 654	1 596	1 049	3 380	2 041	1 630	3 407	1 396	653	1 353	384	406	3 358
1967	112.6	110	101	21 867	1 557	904	3 655	2 135	1 706	3 671	1 406	937	1 388	453	441	3 614
1968	124.6	114	107	24 192	1 574	707	4 037	2 587	1 893	4 177	1 440	1 135	1 428	518	490	4 105
1969	146.7	134	109	28 494	1 569	845	4 771	2 686	2 623	5 075	1 932	1 010	1 729	664	584	5 006
1970	167.4	147	115	32 909	1 800	933	5 414	3 374	3 200	6 195	2 010	903	1 861	768	688	5 763
1971	175.1	142	122	34 013	1 754	902	5 429	4 008	2 626	6 668	1 980	1 280	1 893	734	646	6 093
Trimestres :																
1968 1	119.5	108	108	5 803	381	283	901	696	450	931	321	333	351	115	110	931
2	122.4	111	107	5 943	411	187	1 004	605	453	974	373	392	331	115	126	972
3	118.1	109	107	5 733	391	157	1 000	573	448	1 054	319	227	336	135	119	974
4	138.3	128	108	6 713	391	181	1 132	713	542	1 218	427	183	410	153	135	1 228
1969 1	135.4	126	107	6 575	330	232	1 016	784	582	1 057	460	278	432	146	117	1 141
2	148.5	135	108	7 210	403	214	1 268	639	620	1 233	536	360	427	152	153	1 205
3	142.7	131	109	6 930	390	175	1 144	615	647	1 296	458	236	419	172	146	1 232
4	160.2	146	111	7 779	446	224	1 343	648	774	1 489	478	136	451	194	168	1 428
1970 1	156.8	139	113	7 616	409	239	1 196	740	844	1 365	468	216	462	184	158	1 350
2	178.3	155	115	8 652	509	243	1 401	749	925	1 643	607	302	467	173	179	1 454
3	155.7	136	116	7 558	467	205	1 312	696	704	1 450	433	165	434	196	166	1 330
4	178.6	159	118	9 058	565	246	1 505	1 043	727	1 734	502	220	498	215	185	1 618
1971 1	174.3	144	120	8 465	402	256	1 349	1 112	656	1 527	510	302	476	197	159	1 519
2	179.5	145	122	8 716	438	209	1 344	980	625	1 767	575	431	449	154	162	1 582
3	162.2	132	123	7 874	427	181	1 326	923	634	1 578	415	177	436	194	155	1 428
4	184.5	149	122	8 958	487	256	1 410	993	717	1 795	480	370	534	192	171	1 553
1972 1	173.8			8 438	493	263	1 435	996	691	1 510	460	319	491	177	151	1 452

Sources : Central Bank Monetary Review, Statistiske Efterretninger (Konjunkturtabeller), Statistiques rétrospectives (Tiars-oversigt 1957-1967) et Monthly Bulletin of Foreign Trade du Danemark.

Tableau L. Exportations : valeur, volume, prix et par groupe de marchandises

Exportations fob 1965 = 100				Exportations : total et par groupe de marchandises													
Valeur en cour.	Volume	Prix en cour.	Millions de couronnes								Poissons	Autres produits	Millions de dollars, taux mens.				
			Total	Produits agricoles	Viande et lait en conserve	Produits manufacturés <sup>1</sup>				Brut			Corr.	Produits agricoles		Produits manufacturés <sup>1</sup>	
						Total	Mach. et appareils	Navires						Brut	Corr.	Brut	Corr.
								neufs	d'occ.								
65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80		
1964	91.6	93	99	14 385	5 301	941	7 176	2 360	428	155	562	405	64.0	..	86.4	..	
1965	100.0	100	100	15 702	5 490	1 123	7 991	2 796	354	191	642	456	66.3	..	96.4	..	
1966	105.7	102	104	16 590	5 577	1 277	8 555	3 027	270	185	647	534	67.3	..	103.2	..	
1967	110.0	108	102	17 264	5 309	1 287	9 574	3 265	502	137	632	462	63.4	..	114.4	..	
1968	123.4	119	104	19 379	5 164	1 360	11 494	3 869	434	187	719	642	57.4	..	127.6	..	
1969	141.4	129	109	22 197	5 402	1 490	13 900	4 779	658	245	747	658	60.0	..	154.3	..	
1970	157.1	136	115	24 673	5 555	1 668	15 960	5 528	744	249	865	625	61.7	..	177.3	..	
1971	170.1	143	118	26 715	5 722	1 899	17 396	6 020	705	255	1 050	648	64.0	..	194.3	..	
Trimestres :																	
1968 1	120.4	117	101	4 725	1 370	334	2 620	859	180	60	168	233	60.9	59.2	116.5	119.9	
2	119.1	116	103	4 677	1 223	347	2 775	932	76	60	157	175	54.4	55.8	123.4	121.1	
3	121.5	117	104	4 772	1 221	347	2 926	950	126	25	185	83	54.3	57.0	129.7	134.9	
4	132.6	126	107	5 205	1 350	332	3 173	1 128	52	42	209	141	60.0	57.0	140.7	132.6	
1969 1	134.7	124	108	5 290	1 342	322	3 180	1 054	155	78	174	272	59.6	58.6	141.3	147.8	
2	142.0	131	107	5 576	1 358	373	3 513	1 219	186	60	160	172	60.4	61.8	156.1	152.2	
3	133.4	125	108	5 236	1 295	384	3 266	1 105	68	60	193	98	57.5	60.5	144.8	150.3	
4	155.2	137	112	6 095	1 407	411	3 941	1 401	249	47	220	116	62.5	59.5	175.1	165.4	
1970 1	144.7	131	113	5 682	1 460	374	3 458	1 225	37	70	178	212	64.9	64.8	153.7	163.9	
2	158.3	138	113	6 213	1 395	442	4 028	1 365	263	59	195	153	62.0	62.3	179.1	171.2	
3	152.7	133	115	5 996	1 320	408	3 900	1 310	145	76	236	132	58.6	61.7	173.4	181.3	
4	172.8	144	118	6 782	1 380	444	4 574	1 628	299	44	256	128	61.3	58.3	203.2	191.5	
1971 1	156.0	134	115	6 121	1 320	447	3 938	1 343	177	79	233	183	58.7	57.8	175.1	183.3	
2	174.5	146	118	6 852	1 379	483	4 589	1 569	305	27	242	159	61.3	62.5	203.2	198.9	
3	164.8	142	119	6 468	1 429	478	4 150	1 404	52	61	275	136	64.3	68.1	186.6	195.0	
4	185.3	152	122	7 274	1 594	491	4 719	1 704	172	88	300	170	71.7	68.2	212.2	200.0	
1972 1	185.3			7 274	1 513	514	4 679	1 579	308	37	287	281	72.0	70.8	222.8	233.5	

1 Non compris « Viande et lait en conserve ».

Sources : Central Bank Monetary Review, Statistiske Efterretninger et Secrétariat de l'OCDE.

Tableau M Prix et salaires

		Prix à la consommation <sup>1</sup> 1964 = 100						Prix à la cons. nets (impôts indirects non compris) <sup>1</sup> Janv. 1963 = 100		Prix de gros <sup>2</sup> (1955 = 100)	Coût de la constr. (1955 = 100) (com. du trim.)	Gains horaires dans l'industrie manuf. et la constr. (heures suppl. non comprises), en ore <sup>3</sup>					
Total	Biens et services (loyers exclus)	Biens				Services	Loyers	Total (loyers compris)	dont : Biens et services			Total	Hommes		Femmes		
		Total	Produits agricoles et poissons	Produits manufacturés danois	Autres biens					qualifiés	non qualifiés						
	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	
1964	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	104.9	105.0	112	139	867	1 032	835	654	
1965	106.1	106.4	106.2	108.4	105.8	103.8	107.8	103.1	112.0	111.6	116	154	971	1 149	937	739	
1966	113.4	113.5	112.4	114.9	112.7	107.3	117.7	112.7	117.7	117.4	119	164	1 086	1 279	1 047	836	
1967	122.1	122.1	120.2	123.9	120.5	113.2	131.0	121.6	123.6	122.9	120	175	1 185	1 386	1 145	923	
1968	131.9	131.5	128.3	134.5	128.3	121.4	144.2	135.5	129.3	127.3	124	190	1 323	1 536	1 284	1 039	
1969	136.5	135.6	131.9	142.5	131.3	122.0	150.7	146.0	133.9	131.9	128	205	1 476	1 712	1 433	1 157	
1970	145.4	144.3	139.9	154.1	137.5	133.7	162.0	156.8	141.8	138.4	138	229	1 635	1 899	1 586	1 284	
1971	153.9	152.2	147.4	163.7	143.3	144.7	171.8	172.2	149.7	145.1	143	253					
Trimestres :																	
1968	1	128.3	128.1	125	132	125	118	140	130.2	127.4	126.0	123	181	1 246	1 453	1 206	975
	2	131.7	131.9	129	134	129	122	144	130.2	128.2	126.9	124	189	1 316	1 526	1 278	1 036
	3	133.0	132.6	129	135	130	123	145	137.1	129.7	127.6	123	191	1 345	1 560	1 304	1 060
	4	133.1	132.7	129	136	129	122	146	137.1	130.0	127.9	123	193	1 385	1 604	1 348	1 083
1969	1	133.8	133.0	130	136	130	122	146	141.4	130.8	128.2	125	194	1 403	1 623	1 366	1 100
	2	134.7	134.0	131	139	131	120	148	141.4	131.8	129.3	126	198	1 467	1 691	1 429	1 160
	3	136.4	135.4	132	143	131	122	150	147.2	134.0	130.9	128	202	1 483	1 719	1 438	1 169
	4	138.3	137.4	133	145	132	122	155	147.2	135.6	132.8	130	213	1 551	1 816	1 501	1 200
1970	1	140.3	139.3	135	150	134	125	156	151.7	137.9	134.7	135	216	1 535	1 764	1 497	1 221
	2	142.5	141.6	137	152	136	129	159	151.7	140.1	137.2	138	222	1 609	1 870	1 559	1 267
	3	146.8	145.9	141	154	139	135	164	157.4	142.1	138.6	139	231	1 651	1 926	1 598	1 292
	4	148.8	148.0	144	157	140	141	166	157.4	143.9	140.7	139	238	1 745	2 035	1 692	1 357
1971	1	149.7	148.2	144	157	140	143	166	165.7	145.2	140.9	141	238	1 759	2 034	1 709	1 394
	2	151.3	149.9	145	159	141	145	169	165.7	146.9	142.9	142	246	1 860	2 128	1 817	1 487
	3	154.4	152.5	148	163	144	145	173	174.1	150.3	145.5	143	255	1 920	2 202	1 871	1 536
	4	156.8	155.2	150	170	146	146	175	174.1	152.8	148.4	144	259				
1972	1	158.5	156.7	151	171	147	147	178	178.6	154.5	149.5	145	262				

1 Chiffres trimestriels : janvier, avril, juillet, octobre. Chiffres annuels : de 1961 à 1966, moyenne pondérée des chiffres de janvier (1/12), d'avril (3/12), de juillet (3/12), d'octobre (3/12) et de janvier de l'année suivante (1/12); à partir de 1967, moyenne des relevés mensuels. Changement de pondération en janvier 1965 et en janvier 1969.

2 Chiffres trimestriels : janvier, avril, juillet, octobre. Chiffres annuels : moyenne des relevés mensuels.

3 1 couronne = 100 ore.

Source : Statistiske Efterretninger.

Tableau N Monnaie et crédit (continue pages suivantes)

	Taux d'intérêt					Avoirs de la Banque centrale				Liquidités						
	Taux officiel d'es-compte	Banques commerciales		Rendement d'obligations		Avoirs extérieurs nets	Escompte et avances	Titres en portefeuille	Compte de l'Adm. centrale net	Total des liquidités primaires <sup>1</sup>	Sect. non bancaire Masse monétaire définition du FMI <sup>2</sup>		Liquidités des banques commerciales			
		Taux max. des avances	Taux des dépôts à 6 mois	Fonds de l'Adm. centrale à 5 ans S2007 <sup>3</sup>	Hypo-thèque de 1 <sup>er</sup> rang 6% <sup>4</sup>						Brut	Corr.	Liquidités liquides nets <sup>5</sup>		Dépôts obliga-toires <sup>6</sup>	Liqui-dités disp. nettes <sup>7</sup>
													Total	dont : avoirs		
Taux % en fin de période					Millions de couronnes en fin de période											
	97	98	99	100	101	102	103	104	105	106	107	108	109	110	111	112
1964	6.5	8.5	6.25	6.49	..	3 891	813	1 290	-756	5 579	15 440	..	-123	-680	—	1123
1965	6.5	8.5	6.25	7.89	..	3 310	970	2 581	-1 211	6 563	17 290	..	271	-260	331	-60
1966	6.5	8.5	6.25	8.67	..	3 321	1 686	3 408	-2 207	7 343	19 750	..	-375	-113	736	-1 111
1967	7.5	9.5	7.25	9.38	..	3 058	1 357	3 672	-1 441	8 033	21 530	..	150	8	1 010	-860
1968	6.0	8.5	5.75	8.97	9.33	2 305	1 141	6 184	-1 159	9 472	25 120	..	1 518	602	1 364	154
1969	9.0	11.5	7.75	8.72	8.90	2 520	1 825	6 870	-3 203	9 791	28 170	..	317	42	1 988	-1 671
1970	9.0	11.5	7.75	10.69	10.54	2 650	2 431	6 813	-4 779	9 042	27 840	..	76	4	2 297	-2 221
1971	7.5	10.0	..	10.60	11.20	3 582	2 146	8 092	-6 262	8 834	30 740	..	77	-426	—	77
Trimestres :																
1968 1	7.0	9.5	5.75	8.97	..	2 946	1 681	3 504	-1 376	7 623	21 690	22 530	-121	18	910	-1 031
2	6.5	9.0	6.25	8.74	..	2 267	1 140	3 652	59	8 652	23 540	23 430	666	190	1 166	-500
3	6.0	8.5	5.75	8.67	..	2 495	1 417	4 167	-178	8 793	23 570	24 190	1 412	463	1 205	207
4	6.0	8.5	5.75	8.85	..	2 305	1 141	5 901	-797	9 377	25 120	25 540	1 423	605	1 364	59
1969 1	7.0	9.5	6.50	8.72	..	1 419	1 553	7 606	-1 576	9 615	25 740	26 650	1 435	687	1 366	69
2	9.0	11.5 <sup>7</sup>	7.75 <sup>7</sup>	9.60	..	1 512	2 405	7 712	-2 057	9 797	27 060	26 940	854	313	1 763	-909
3	9.0	11.5	7.75	9.86	..	1 516	2 802	7 849	-2 764	9 247	26 650	27 370	207	235	1 674	-1 467
4	9.0	11.5	7.75	10.68	..	2 520	1 825	7 832	-3 102	9 664	28 170	28 580	190	-85	1 988	-1 798
1970 1	9.0	11.5	7.75	10.69	10.54	2 339	2 442	6 716	-3 370	9 087	28 090	29 090	11	97	1 875	-1 864
2	9.0	11.5	7.75	11.15	11.39	1 529	2 654	6 798	-3 053	8 865	27 950	27 830	-440	57	2 105	-2 545
3	9.0	11.5	7.75	12.09	11.98	1 981	2 082	6 963	-2 866	8 404	27 340	28 090	268	142	2 001	-1 733
4	9.0	11.5	7.75	10.98	11.47	2 650	2 436	7 249	-4 663	8 920	27 840	28 220	-46	-118	2 297	-2 343
1971 1	8.0	10.5	7.75	10.60	11.20	3 283	3 008	6 965	-6 752	7 840	27 160	28 170	-1 634	-110	1 924	-3 558
2	7.5	10.0	..	10.54	11.65	2 007	2 291	7 809	-5 790	10 165	30 480	30 360	-804	174	1 529	-2 333
3	7.5	10.0	..	10.41	10.73	1 896	1 558	7 972	-4 531	10 951	31 820	32 700	-22	150	—	-22
4	7.5	10.0	..	10.65	11.15	3 582	2 146	7 950	-5 701	8 680	30 680	31 120	-77	-426	—	-77
1972 1	7.0	9.5	..	10.56	10.90	4 277	2 473	8 156	-8 659	8 285	32 410	33 550	-1 448	-169	—	-1 448

- 1 Chiffres annuels sont ceux de la fin de mars.
- 2 Définition danoise : liquidités primaires hors de l'Administration centrale et de la Banque centrale. Y compris les dépôts bloqués des banques commerciales. Recensement statistique légèrement modifié à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1965.
- 3 Définition du FMI : monnaie en circulation hors du secteur bancaire plus dépôts à vue auprès des banques.
- 4 Recensement statistique modifié à partir de janvier 1965.
- 5 En vertu d'un accord conclu avec la Banque centrale, 20 % de l'augmentation des dépôts (10 % à partir de septembre 1968) doivent être bloqués à la Banque centrale ou employés à l'acquittement de dettes extérieures (augmentation des avoirs extérieurs).
- 6 Avoirs liquides nets moins dépôts obligatoires.
- 7 A partir du 12 mai.

Sources : Central Bank Monetary Review et Yearbook, et Statistiques financières internationales.

Tableau N Monnaie et crédit (suite)

	Dépôts bancaires			Prêts bancaires			Obligations en circulation (valeur nominale)				Marché des titres (valeur du marché)						
	Total <sup>1</sup>	Banques commer- ciales <sup>1</sup>	Princi- pales caisses d'épar- gne	Total <sup>1</sup>	Banques commer- ciales <sup>1</sup>	Princi- pales caisses d'épar- gne	Total	Fonds d'État	Obli- gations hypothé- caires	Autres	Émis- sions nettes d'obli- gations et d'actions	Ventes nettes de la Banque centrale	Offre nette sur le marché	Augmentation du portefeuille-titres :			
														Banques comm.	Princ. caisses d'ép.	Admin. des chèques post., etc. <sup>2</sup>	
Millions de couronnes en fin de période										Millions de couronnes pendant la période							
	113	114	115	116	117	118	119	120	121	122	123	124	125	126	127	128	
1964	27 108	17 450	9 658	25 075	16 841	8 234	33 686	3 970	27 014	2 702	3 552	-433	3 119	-58	126	222	
1965	29 850	19 355	10 495	27 423	18 421	9 002	40 680	3 835	33 735	3 110	4 992	-1 374	3 618	129	-91	498	
1966	33 827	22 167	11 660	31 478	21 267	10 221	46 437	3 675	38 752	4 010	4 266	-839	3 427	484	35	439	
1967	37 321	24 570	12 751	34 348	23 178	11 170	52 866	3 519	44 848	4 499	4 498	-1 349	3 149	4	2	490	
1968	43 119	28 854	14 265	37 337	25 352	11 985	62 131	3 398	53 408	5 325	6 862	-2 229	4 633	383	399	596	
1969	47 627	31 893	15 734	42 947	29 644	13 303	73 907	3 259	64 296	6 352	8 383	-1 648	6 735	141	222	664	
1970	49 728	32 941	16 787	45 802	31 164	14 638	84 671	3 157	73 943	7 571	6 901	-379	6 522	716	14	730	
1971			18 379			15 558	98 701	3 042	86 962	8 697	10 420	-1 137	9 283	1 916	566	1 500 <sup>3</sup>	
Trimestres :																	
1968	1	37 795	24 502	13 293	35 295	23 836	11 459	54 424	3 442	46 255	4 727	1 109	168	1 277	-5	118	..
	2	40 066	26 214	13 852	36 248	24 644	11 604	56 160	3 420	47 786	4 954	1 296	-148	1 148	149	135	..
	3	40 985	26 854	14 131	36 606	24 699	11 907	58 579	3 390	50 026	5 163	1 767	-515	1 252	149	123	..
	4	43 006	28 742	14 265	37 381	25 396	11 985	62 131	3 398	53 408	5 325	2 690	-1 734	956	90	23	..
1969	1	44 127	29 209	14 918	38 318	26 027	12 291	65 828	3 319	56 930	5 579	2 846	-1 422	1 424	55	102	159
	2	45 961	30 573	15 388	40 566	28 004	12 562	68 666	3 292	59 617	5 757	2 088	-106	1 982	96	119	144
	3	46 005	30 385	15 620	41 962	28 882	13 080	71 170	3 261	61 776	6 133	1 647	-137	1 510	32	11	172
	4	47 584	31 850	15 734	42 965	29 662	13 303	73 907	3 259	64 296	6 352	1 802	17	1 819	-42	-10	189
1970	1	47 876	31 566	16 310	43 564	29 841	13 723	76 195	3 215	66 255	6 725	1 537	154	1 691	237	57	224
	2	49 100	32 435	16 665	44 696	30 729	13 967	79 129	3 196	68 928	7 005	2 002	-82	1 920	145	-55	173
	3	48 947	31 925	17 022	44 802	30 330	14 472	82 096	3 171	71 495	7 430	1 709	-165	1 544	132	-3	180
	4	49 704	32 917	16 787	45 855	31 217	14 638	84 671	3 157	73 943	7 571	1 653	-286	1 367	202	15	153
1971	1	49 592	32 240	17 352	46 983	31 953	15 030	87 696	3 086	76 672	7 938	2 038	-152	1 886	368	26	506 <sup>3</sup>
	2	51 704	34 038	17 666	47 282	32 330	14 952	91 775	3 090	80 322	8 363	3 077	-844	2 233	298	54	312
	3	52 619	34 347	18 272	47 240	31 950	15 290	95 066	3 059	83 322	8 685	2 520	-163	2 357	675	193	346
	4	54 883	36 504	18 379	47 890	32 332	15 558	98 701	3 042	86 962	8 697	2 785	22	2 807	575	293	336
1972	1	55 145	36 004	19 141	48 863	32 906	15 957	102 388	2 916	90 418	9 054	2 719	-64	2 655	213	79	438

1 Les chiffres de fin d'année représentent les montants annuels des relevés de compte, alors que ceux de fin décembre représentent les montants mensuels.

2 Y compris la caisse de retraite.

3 Y compris le compte national de retraite et d'invalidité qui, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971, a été incorporé dans la caisse de retraite.

Sources : Central Bank Monetary Review et Nyt fra Danmarks Statistik.

## **LA MESURE DE LA PRODUCTION EN TERMES RÉELS**

*par*  
**T.P. HILL**

*Cette étude analyse les méthodes utilisées pour estimer le Produit Intérieur Brut en termes réels, examine l'importance possible des marges d'erreurs — qui n'apparaissent pas négligeables — susceptibles d'affecter cette estimation et s'efforce d'isoler les sources d'erreur. On y trouve aussi des données inédites sur les taux de croissance de 46 branches d'activités dans 11 pays.*

Février 1971 120 pages F 20 FS 17,50 DM 13,60 \$ 4,50 £ 1,50  
(11 70 03 2)

Statistiques de base : Comparaisons internationales

			Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yugoslavie <sup>15</sup>
POPULATION																									
	Fin de 1970	Milliers	7 398	9 691	21 561	4 951	4 603 <sup>1</sup>	51 027	61 846	8 793 <sup>3</sup>	205.1	2 955	54 683	103 990	339.8	13 119	3 892	9 701 <sup>3</sup>	33 824	8 083	6 205	35 688	(55 930)	206 017	(20 540)
	1960 à 1970	%	0.47	0.54	1.77	0.75	0.35	1.06	1.04	0.56 <sup>4</sup>	1.46	0.44	0.82	1.06	0.76	1.28	0.80	0.91 <sup>6</sup>	1.06	0.75	1.34	2.50	(0.59)	1.23	(1.05)
EMPLOI																									
	1970	Milliers	3 142	3 747	7 879	2 325	2 142	20 410	26 705	(3 695)	79	1 058	18 774	50 940	144	4 567	1 497	3 030	12 372	3 854	2 900	(13 639)	24 709	78 627	3 765 <sup>8</sup>
		En % du total	18.3	4.8	7.7	11.4	22.7	14.0	9.0	47.2	19.0	27.5	19.6	17.4	11.1	7.2	13.9	33.0	29.6	8.1	6.7	71.5	2.9	4.4	8.2
			41.0	44.7	31.4	37.4	35.5	38.8	50.3	22.4	36.7	30.0	43.7	35.7	46.5	41.0	37.3	35.7	37.4	38.4	49.4	11.8	46.6	32.3	46.7
			40.7	50.4	60.9	51.2	41.8	47.1	40.7	30.5	44.3	42.5	36.7	46.9	42.4	51.8	48.8	31.2	33.0	53.5	43.9	16.8	50.6	63.3	45.1
PRODUCTION																									
	1970	Dollars <sup>8</sup>	1 940	2 670	3 550	3 160	2 220	2 920	3 040	1 060	2 340	1 320	1 700	1 910	2 940	2 400	2 940	640	960	3 840	3 240	360	2 170	4 840	561 <sup>3</sup>
		En % du total	6.9	4.5	4.6 <sup>11</sup>	7.9	14.1	6.0 <sup>11</sup>	3.1 <sup>11</sup>	20.3 <sup>2</sup>	..	17.8 <sup>2</sup>	10.3	8.7 <sup>12</sup>	4.1	7.0 <sup>2</sup>	6.3	17.3	13.3	3.7 <sup>11</sup>	6.4 <sup>10</sup>	31.0 <sup>12</sup>	3.1 <sup>14</sup>	3.0 <sup>11</sup>	19.3
			48.5	42.6	32.1 <sup>11</sup>	40.1	42.4	48.1 <sup>11</sup>	54.2 <sup>11</sup>	28.2 <sup>3</sup>	..	35.2 <sup>2</sup>	40.5	39.1 <sup>12</sup>	56.9	41.6 <sup>2</sup>	39.9	44.0	35.5	36.8 <sup>11</sup>	49.6 <sup>10</sup>	27.0 <sup>12</sup>	44.4 <sup>14</sup>	34.9 <sup>11</sup>	41.1
			44.6	53.0	63.4 <sup>11</sup>	52.0	43.5	45.9 <sup>11</sup>	42.6 <sup>11</sup>	51.5 <sup>2</sup>	..	47.0 <sup>2</sup>	49.2	52.2 <sup>12</sup>	39.1	51.4 <sup>2</sup>	53.7	38.7	51.2	59.4 <sup>11</sup>	44.0 <sup>10</sup>	42.0 <sup>12</sup>	52.5 <sup>14</sup>	62.1 <sup>11</sup>	39.6
	1970	%	7.1	6.1	3.2 <sup>4</sup>	3.1	7.9	6.0	5.4	8.0	6.7	1.5	5.1	10.5	3.5	5.6	3.7	7.5	6.8	4.6 <sup>4</sup>	4.4	5.5	2.0 <sup>4</sup>	-0.6	..
	1965 à 1970	%	5.1	4.6	4.6 <sup>4</sup>	4.4	5.0	5.8	4.6	7.0	1.8	4.0	6.0	12.1	3.6	5.2	4.6	6.0	6.5	3.9 <sup>4</sup>	3.8	7.0	2.2 <sup>4</sup>	3.2	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE																									
	1970	Dollars	1 090	1 600	2 160	1 960	1 180	1 720	1 650	640 <sup>3</sup>	1 520	830 <sup>3</sup>	1 090	840 <sup>3</sup>	1 660	1 360	1 560	480	650	2 220	1 750 <sup>3</sup>	240	1 340	3 010	275 <sup>18</sup>
	1969	En % du PNB	4.40	5.57	5.65 <sup>17</sup>	6.00 <sup>18</sup>	6.30	4.81	3.00 <sup>19</sup>	2.40 <sup>18</sup>	4.80	4.20	5.80 <sup>18</sup>	4.54 <sup>17</sup>	5.00	6.71	5.81	1.44 <sup>17</sup>	2.14 <sup>18</sup>	7.80 <sup>18</sup>	6.30	3.70	4.15 <sup>17</sup>	5.10	4.59
		Nombre	6.6	5.6 <sup>21</sup>	9.3	10.1	7.9	8.5	8.2	14.7	7.2	4.3	5.2	11.9	..	8.6	8.6	4.3	8.2	13.7	9.5	3.3	6.9	7.7	6.4
			152	205	311	210	137	231	215	15	185 <sup>2</sup>	130	166	68	250	179	183	42	61	277	209	4	207	426	28 <sup>2</sup>
			154	196	294	249	198	184	246	5	160	155	150	208	154	207	194	29	162	296	164	1.3	279	409	64
			169	190	425	311	215	149	185	87	330	94	143	171	290	226	271	69	113	497	437	13	232	543	31
			1.60	1.55	1.14 <sup>18</sup>	1.41 <sup>18</sup>	0.93	1.22 <sup>18</sup>	1.50	1.49	..	1.09	1.79 <sup>23</sup>	1.09 <sup>9</sup>	1.01	1.18	1.35	0.83 <sup>18</sup>	1.30	1.24	1.31	0.36 <sup>18</sup>	1.18 <sup>18</sup>	1.64	1.10
INVESTISSEMENT FIXE BRUT <sup>23</sup>																									
	Moyenne 1966-70	En % du PNB	27.8	21.2	23.5 <sup>24</sup>	23.2	24.6	25.8	25.4	27.2	29.0	21.6	19.8	36.6	24.1	27.4	28.9	18.6	24.8	24.0	27.2	25.6	18.6	16.6 <sup>26</sup>	..
			12.0	9.1	9.5	11.8	8.8	11.4	11.4	11.0	8.0	10.5	7.9	30.1 <sup>27</sup>	7.0	12.9	14.7	7.6	13.0	8.2	9.5	..	9.2	7.1 <sup>26</sup>	..
			15.8 <sup>23</sup>	5.1	3.6	4.4	5.6	6.6	5.5	6.7	6.0	3.9	6.2	6.5	4.9	5.3	4.8	3.4	4.2	6.1	6.9	5.3	3.5	3.3	..
			.. <sup>28</sup>	7.0	10.4	7.0	10.2	7.9	8.5 <sup>29</sup>	9.9	15.0	7.3	5.6	.. <sup>27</sup>	12.2	9.2	9.4	7.6	7.7	9.7	10.8	..	5.9	6.1	..
ÉPARGNE BRUTE																									
	Moyenne 1966-70	En % du PNB	28.3	23.5	24.7	18.9	28.5	26.5	26.9	21.0 <sup>40</sup>	..	19.8 <sup>40</sup>	23.4	38.7	28.1 <sup>35</sup>	26.8	28.5	..	22.7	23.1	28.4 <sup>40</sup>	18.6 <sup>40</sup>	18.5	17.9	..
SECTEUR PUBLIC <sup>30</sup>																									
	1970	En % du PNB	35.9	34.7	35.5	37.5 <sup>3</sup>	36.4	38.1 <sup>3</sup>	37.6	26.9 <sup>3</sup>	33.8 <sup>18</sup>	31.4 <sup>3</sup>	32.3	21.2 <sup>3</sup>	34.8 <sup>18</sup>	43.5	44.3	..	22.5	55.3 <sup>31</sup>	28.0 <sup>3</sup>	19.5 <sup>3</sup>	39.0 <sup>3</sup>	29.6	32.6 <sup>18</sup>
SALAIRES/PRIX																									
	Accroissement annuel 1965 à 70	%	8.2 <sup>33</sup>	8.2	7.3 <sup>34</sup>	10.9 <sup>35</sup>	8.4	9.2 <sup>36</sup>	7.4	9.5 <sup>34</sup>	13.5 <sup>37</sup>	10.8 <sup>34</sup>	8.2 <sup>38</sup>	14.7 <sup>39</sup>	..	8.9 <sup>40</sup>	8.8 <sup>41</sup>	9.7 <sup>33</sup>	12.8 <sup>43</sup>	8.9 <sup>43</sup>	5.2 <sup>44</sup>	..	6.7 <sup>45</sup>	5.3 <sup>34</sup>	..
			3.2	3.5	3.9	6.4	4.7	4.3	2.7	2.5	12.9	5.3	2.9	5.5	3.0	4.9	4.9	6.4	5.1	4.4	3.5	8.1	4.6	4.2	10.6
			3.3	3.4	4.1	6.3	5.6	4.8	3.4	2.6	12.4	5.8	3.4	4.7	4.9	4.8	5.0	4.8	5.1	4.3	4.0	5.5	4.6	4.0	..
COMMERCE EXTÉRIEUR																									
	1970	Millions de dollars <sup>8</sup>	4 350	11 680	15 800 <sup>18</sup>	5 000	3 130	24 580	40 270	1 930 <sup>3</sup>	230	1 730	18 170	20 920	810	16 700	5 000	1 910	5 500	6 080 <sup>18</sup>	6 280 <sup>3</sup>	1 120	28 250	59 310	1 991 <sup>9</sup>
		En % du PNB	30.3	45.1	25.3	32.1	30.6	16.6	21.5	23.0	48.3	44.5	19.6	10.6	81.1	53.4	43.9	30.6	17.1	23.8	33.4	8.9	23.3	6.0	21.0 <sup>9</sup>
		Millions de dollars <sup>8</sup>	4 390	12 470	15 490 <sup>18</sup>	4 540	2 900	25 140	43 270	1 090 <sup>3</sup>	240	1 530	18 790	23 110	880	16 310	4 830	1 540	4 940	5 920 <sup>18</sup>	7 120 <sup>3</sup>	940	30 520	62 900	1 875 <sup>9</sup>
		En % du PNB	30.5	48.2	24.8	29.1	28.3	17.0	23.1	12.9	50.0	39.3	20.2	11.7	88.0	52.2	42.4	24.6	15.3	23.1	37.8	7.5	25.2	6.4	19.7 <sup>9</sup>
BALANCE DES PAIEMENTS																									
	Moyenne 1966-70	En % du PNB	-0.5	1.7 <sup>21</sup>	-0.3	-2.6	-1.2	-0.4	1.0	-3.6	-5.7	-2.9	2.5	0.9	..	-0.6	-0.5	2.5	-1.2	-0.6	1.6	-1.5	0.2	0.1	..
	fin 1970 : en pourcentage des importations d'une année <sup>48</sup>	%	49.5	25.1 <sup>21</sup>	35.2	11.1	18.2	26.0	45.6	19.9 <sup>3</sup>	34.6	44.3	35.5	25.6	..	24.2	21.8	96.2	38.2	10.9	72.7	48.5	13.0	36.3	6.4
	Mai 1971 - Mai 1972	Millions de dollars	596	257 <sup>21</sup>	1 169	393	324	2 825	866	380	8	260	603	8 916	..	760	288	..	..	423	1 257	..	4 387	-466	..
APPORT NET DE RESSOURCES AUX PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT <sup>50</sup>																									
	1971	En % du PNB	0.56	1.03	0.82	0.80	.. <sup>51</sup>	1.02	0.88	.. <sup>52</sup>	.. <sup>51</sup>	.. <sup>51</sup>	0.85	0.96	.. <sup>51</sup>	1.63	0.51	1.56	.. <sup>53</sup>	0.69	[0.93]	.. <sup>53</sup>	1.14	0.67	.. <sup>53</sup>
RÉSULTATS RELATIFS OBTENUS A L'EXPORTATION <sup>54</sup>																									
	1970 à 1971	%	10.7	12.2	16.5	10.9	10.1	10.6	11.4	11.1	..	14.6	12.4	13.8	..	11.9	10.8	7.8	11.9	10.6	10.9	11.6	11.5	11.5	..
	1960 à 1970 (moyenne)	%	11.1	11.2	13.4	9.9	10.2	9.1	10.5	11.2	..	7.5	10.5	9.7	..	10.7	9.8	10.7	10.2	10.1	10.8	4.7	9.5	9.5	..
	1970 à 1971	%	-0.8	-6.1 <sup>21</sup>	-5.7	-1.0	-7.9	3.8	2.8	-8.0	..	11.9	2.3	10.5	..										

## OECD SALES AGENTS DEPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

### ARGENTINE

Libreria de las Naciones  
Aلسنا 500, BUENOS AIRES.

### AUSTRALIA - AUSTRALIE

B.C.N. Agencies Pty. Ltd.,  
178 Collins Street, MELBOURNE 3000.

### AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1.  
Sub-Agent: GRAZ: Buchhandlung Jos. A. Kienreich, Sackstrasse 6.

### BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences  
Coudenberg 76-78 et rue des Eperonniers 56,  
B 1000 BRUXELLES 1.

### BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaipá 518,  
Caixa Postal 24090, 05000 SAO PAULO 10.  
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE  
JANEIRO GB.

### CANADA

Information Canada  
OTTAWA.

### DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Boghandel, Ltd., Nørregade 6  
KOBENHAVN K.

### FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 2,  
HELSINKI.

### FORMOSA - FORMOSE

Books and Scientific Supplies Services, Ltd.  
P.O.B. 83, TAIPEI,  
TAIWAN.

### FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE  
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16  
Principaux sous dépositaires :

PARIS : Presses Universitaires de France,  
49 bd Saint-Michel, 75005 Paris.  
Sciences Politiques (Lib.)

30 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris.  
13100 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Uni-  
versité.

38000 GRENOBLE : Arthaud.  
67000 STRASBOURG : Berger-Levrault.  
31000 TOULOUSE : Privat.

### GERMANY - ALLEMAGNE

Deutscher Bundes-Verlag G.m.b.H.  
Postfach 9380, 53 BONN.  
Sub-Agents: BERLIN 62: Elwert & Meurer.  
HAMBURG: Reuter-Klöckner; und in den  
massgebenden Buchhandlungen Deutschlands.

### GREECE - GRECE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,  
ATHENES 132.  
Librairie Internationale Jean Mihalopoulos et Fils  
75 rue Hermou, B.P. 73, THESSALONIKI.

### ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f., Hafnarstræti 9,  
P.O.B. 1131, REYKJAVIK.

### INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:  
NEW DELHI, Scindia House.  
CALCUTTA, 17 Park Street.

### IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,  
P.O.B. 42, DUBLIN 1.

### ISRAEL

Emanuel Brown:  
9 Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM.  
35 Allenby Road, and 48 Nahlat Benjamin St.,  
TEL-AVIV.

### ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:  
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE.  
Via Roncaglia 14, 20146 MILANO.  
Sous-dépositaires:  
Editrice e Libreria Herder,  
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA.  
Libreria Rizzoli, Largo Chigi 15, 00187 ROMA.  
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO.  
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO.  
La diffusion des éditions OCDE est inoltre assicu-  
rata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

### JAPAN - JAPON

Maruzen Company Ltd.,  
6 Tori-Nichome Nihonbashi, TOKYO 103,  
P.O.B. 5050, Tokyo International 100-31.

### LEBANON - LIBAN

Redico  
Immeuble Edison, Rue Bliss, B.P. 5641  
BEYROUTH.

### THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

W.P. Van Stockum  
Buitenhof 36, DEN HAAG.

### NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZELANDE

Government Printing Office,  
Mulgrave Street (Private Bag), WELLINGTON  
and Government Bookshops at  
AUCKLAND (P.O.B. 5344)  
CHRISTCHURCH (P.O.B. 1721)  
HAMILTON (P.O.B. 857)  
DUNEDIN (P.O.B. 1104).

### NORWAY - NORVEGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,  
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1.

### PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam,  
LAHORE 3.

### PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70, LISBOA.

### SPAIN - ESPAGNE

Mundi Prensa, Castelló 37, MADRID 1.  
Libreria Bastinos de José Bosch, Pelayo 52,  
BARCELONA 1.

### SWEDEN - SUEDE

Fritzes, Kungl. Hovbokhandel,  
Fredsgatan 2, 11152 STOCKHOLM 16.

### SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENEVE 11  
et à LAUSANNE, NEUCHÂTEL, VEVEY,  
MONTREUX, BERNE, BALE, ZÜRICH.

### TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette, 469 Istiklal Caddesi, Beyoğlu,  
ISTANBUL et 12 Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA.

### UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569, LONDON  
S.E.1. 9 NH  
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM,  
BRISTOL, MANCHESTER, CARDIFF,  
BELFAST.

### UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207,  
1750 Pennsylvania Ave, N.W.  
WASHINGTON, D.C. 20006. Tel.: (202)298-8755.

### VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52,  
Edificio Galipan, CARACAS.

### YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36,  
BEOGRAD.

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire  
peuvent être adressées à :

OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to  
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris CEDEX 16

**PUBLICATIONS DE L'OCDE**

**2, rue André-Pascal  
75775 PARIS CEDEX 16**

**Dépôt légal n° 2.339. 1972.**

**N° 30.540**



***IMPRIMÉ EN FRANCE***

# PUBLICATIONS STATISTIQUES

## du département des affaires économiques et statistiques

---

### PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Cette publication mensuelle, qui tire parti des techniques les plus modernes de présentation statistique sous la forme de tableaux et de graphiques, est destinée à fournir une vue instantanée de l'évolution économique la plus récente des pays de l'O.C.D.E., ainsi qu'un ensemble de statistiques internationales illustrant la situation économique de la zone O.C.D.E. au cours des dernières années.

Les indicateurs retenus couvrent la comptabilité nationale, la production industrielle, les livraisons, stocks et commandes, la construction, les ventes au détail, la main-d'œuvre, les salaires, les prix, les finances intérieures et extérieures, les taux d'intérêt, les échanges et paiements. Des suppléments trimestriels contiennent des précisions sur les prix de détail et la production industrielle.

### BULLETINS STATISTIQUES DU COMMERCE EXTÉRIEUR : SÉRIES A, B et C

La **Série A - Commerce total par pays** (trimestrielle) donne une vue d'ensemble du commerce total des pays de l'O.C.D.E. (sans ventilation par produits) décomposé par pays et zones d'origine et de destination.

Les tableaux comportent une nomenclature géographique normalisée, et couvrent les quatre dernières années, les douze derniers trimestres et les seize derniers mois disponibles. Ils sont mis à jour par un supplément mensuel dans l'intervalle de deux parutions trimestrielles. La **Série B - Échanges par produits, Tableaux analytiques** (trimestrielle) est destinée à l'analyse générale de la structure des échanges des pays de l'O.C.D.E., individuellement et par groupes, selon les principales catégories de produits et les zones et pays partenaires les plus importants.

Les catégories de produits, aussi bien que les pays et zones partenaires, suivent des nomenclatures normalisées, mais seuls les éléments significatifs apparaissent. La série paraît en six fascicules, dont chacun comprend les données relatives à plusieurs pays, dans l'ordre de leur réception.

La **Série C - Échanges par produits, Résumé par marchés** (semestrielle) fournit des informations détaillées sur les échanges des pays de l'O.C.D.E. par principaux produits et pays partenaires. La série paraît en trois volumes, couvrant respectivement les échanges par principales catégories de produits (valeurs seules) et les échanges par groupes, sous-groupes et positions de la C.T.C.I. (quantités et valeurs, un volume consacré aux exportations et un aux importations).

Les chiffres sont regroupés sous forme de tableaux synoptiques rassemblant les pays qui constituent le marché d'un produit déterminé, en tant que débouchés ou fournisseurs, aussi bien au sein de la zone O.C.D.E. que dans les transactions entre celle-ci et le reste du monde.

### ANNUAIRES STATISTIQUES

Les **Statistiques rétrospectives** (paraissant tous les deux ans) rassemblent en deux volumes des chiffres trimestriels et mensuels couvrant la dernière décennie, pour toutes les séries contenues respectivement dans les *Principaux Indicateurs Économiques* et leur supplément *Production industrielle*. Les deux volumes contiennent en outre des chiffres annuels pour une période plus longue, ainsi qu'un choix de taux de variation. Dans l'intervalle de deux parutions, ils sont tenus à jour par des suppléments encartés dans les *Principaux Indicateurs Économiques*. **Comptes Nationaux des pays de l'O.C.D.E.** (annuel) contient, pour chaque pays de l'O.C.D.E. et pour les groupes importants de pays Membres, les principaux agrégats de la comptabilité nationale, présentés sous une forme normalisée pour la dernière décennie (parfois une période plus longue).

En outre, des tableaux supplémentaires présentent diverses mesures analytiques, telles que des triangles de croissance, des indices de prix et de volume, et le rapport de certaines composantes aux agrégats correspondants.

**Statistiques de la population active** (annuel) donne, à partir de données normalisées, une vue d'ensemble de l'évolution de la main-d'œuvre et de l'emploi dans les pays de l'O.C.D.E. au cours de la dernière décennie.

Les chiffres publiés concernent, en particulier, la population totale, les composantes de l'évolution démographique, la répartition par âge, la population active totale et civile, le chômage, ainsi que l'emploi (total et ventilé par branche d'activité et situation professionnelle,

OCDE

*Département des Affaires Économiques et Statistiques*

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES  
*Études détaillées du développement économique  
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 4,50 FS 3,50 \$ 1 .£ 0.35 DM 3,20

Abonnement pour la série F 76 FS 58 \$ 16.50 .£ 5.80 DM 51

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique la plus récente dans l'ensemble de la zone OCDE et, au moyen d'une série de prévisions quantitatives intégrées, évaluent les perspectives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l'interprétation des tendances économiques.*